DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Robert BRASILLACH :
Journal d'un homme occupé

●

“Combat” et “Le Monde” découvrent une internationale nazie

●

La tactique américaine de l'anticolonialisme

●

La trahison de la bombe à hydrogène

●

L'année décisive

SOMMAIRE COMPLET, PAGE 2.

10

JANVIER 1954

PRIX : 100 fr.

SOMMAIRE

Récit

Journal d'un homme occupé

par Robert *BRASILLACH*

Le passage que nous reproduisons ci-dessous est extrait du Journal d'un Homme occupé, *en préparation aux Editions des Sept Couleurs, d'après les textes, manuscrits et notes laissés par Robert Brasillach.*

Les trois premiers chapitres relatent la mobilisation, la drôle de guerre, l'offensive du 10 *mai, puis l'information ouverte contre le journal* Je suis Partout *par le ministre de l'Intérieur Georges Mandel, l'arrestation de Lesca et Laubreaux, directeur et rédacteur en chef du journal, et la brusque convocation de Robert Brasillach à Paris, par le juge d'instruction Béteille.*

Robert Brasillach venait de reprendre, pour rejoindre son unité, le dernier train qui partait encore vers l'Est. Il arriva pour participer à la retraite de l'état-major de la IIIe Armée, qui est décrite dans le chapitre ci-après.

GRAND TOURISME ET MANŒUVRE EN SPIRALE

La bataille de France était commencée depuis le 4 juin. Le 25 mai, Weygand, qui était pourtant déjà partisan de demander l'armistice, avait malencontreusement refusé au général Prételat, commandant le deuxième groupe d'armées, l'ordre de repli général qu'il suggérait. Il devait accepter de le signer seulement le 12 juin. Ce jour-là, Rouen et Châlons étaient déjà pris, la

Marne était dépassée, Compiègne était entre les mains des Allemands qui campaient à vingt kilomètres de Paris. Sur la côte de la Manche, le groupe de forces franco-britanniques, encerclé à Saint-Valery, capitulait. Même nous, nous ne connaissions ces nouvelles de catastrophe que par hasard. Nous savions seulement qu'à la Radio, Paul Reynaud avait déclaré de sa voix grinçante :

— *Nous lutterons en avant de Paris, nous lutterons en arrière de Paris, nous nous enfermerons dans une de nos provinces et, si nous en sommes chassés, nous irons en Afrique du Nord et, au besoin, dans nos possessions d'Amérique.*

Seulement, Paris venait d'être déclaré ville ouverte, et si la manœuvre désespérée tentée par le commandement pour former un barrage entre Champagne et Bourgogne devait réussir, il était grand temps de s'y décider. L'état-major de la IIIe armée ne pouvait plus longtemps rester aussi près de la frontière, il lui fallait reculer. On nous dit que nous irions nous établir près de Nancy.

AVEC LES BIDETS DE L'ETAT-MAJOR

Le vent de la catastrophe s'était définitivement levé. Je ne crois pas avoir alors beaucoup rencontré d'illusions autour de moi : les plus enclins à ce genre de sottises ne parlaient point de l'avenir, faisaient décemment leur métier, souvent absurde (mais, déjà, on commençait à perdre les unités les unes après les autres, à ne plus savoir à qui on les avait prêtées, où se trouvaient les quartiers généraux). Dans le fort souterrain, on errait dans les couloirs, on se mêlait à de vagues papotages rapides, ainsi qu'on parle dans la rue les jours d'émeute. Avec un de mes camarades, Henri Prado-Gaillard, avocat en temps de paix, dont j'avais fait avec plaisir la connaissance, nous échangions des propos dénués de tout fard. « Quand j'avais seize ans, me disait-il, pendant l'autre guerre, Mandel m'avait fait suivre par la police pour propagande défaitiste. Vous pensez comme je pouvais être dangereux ! » Mais ce souvenir baroque était un lien avec ce garçon nonchalant et curieux de tout, qui ne cachait point son pacifisme. J'avais passé la journée du 12 juin à écrire, tout à fait par hasard aux miens et à quelques « personnalités » qui pourraient peut-être servir à nos amis (1). Je connaissais d'ailleurs bien peu de gens utiles, et que pouvaient-ils ? Je lançai au hasard des bouées vers

(1) Allusion au chapitre précédent qui raconte l'arrestation de Lesca et de Laubreaux, et l'instruction ouverte contre *Je Suis Partout*.

Tixier-Vignancour, Paul Creyssel, Jean Giraudoux, Léon Bérard... Mais je ne crois pas que ces lettres les aient jamais atteints. Le jeudi 13 juin, huit jours après mon arrivée insolite à Paris, nous évacuions le fort dans la matinée.

D'énormes camions vinrent se ranger devant les portes. Les officiers supérieurs entassaient cantines sur cantines (j'en ai connu qui arrivèrent en captivité au fond de la Westphalie, avec cinq malles) et, naturellement, il fallait compter avec les innombrables et très précieuses « archives ». On avait passé quarante-huit heures à ranger, à étiqueter et à ficeler les états « néant », les comptes-rendus de semaines, les « situations décadaires ». Pour ma part, je confiai à une voiture ma petite cantine et ma valise et je jurai de ne point me séparer du sac soviétique où j'avais rangé mon matelas pneumatique de campeur et le plus urgent et le plus indispensable. Solennellement, d'étranges objets furent transportés vers le camion où s'entassaient déjà des bancs, des tables, des mallettes, des cartons en vrac, des caisses, des paravents et des tabourets. Je m'approchai : c'était quinze bidets d'émail, les bidets des demoiselles du téléphone.

— Matériel militaire 1940, me dit un brave garçon. C'est peut-être pour cela, mon lieutenant, que nous perdrons la guerre.

Le souvenir des bidets de l'état-major m'a longtemps poursuivi durant le voyage comme un témoignage particulièrement rabelaisien de l'ironie des choses. C'est à leur tête — étrange cavalerie — que notre premier « échelon » quitta ces douces vallées lumineuses, ces paysages ravissants, où j'avais passé peu de jours, dans la lumière meusienne ou mosellane, avec les larges plateaux verts, les villes miroitantes dans un éclairage digne de Caude Gellée, les petits villages au flanc des bois de pins et des sources dans les pierrailles. Je les revis quelques instants, dans la voiture qui nous emportait vers Nancy, un autre officier et moi. Nous parlions peu, nous étions dans cet admirable état d'esprit des grandes catastrophes, où rien ne dépend plus de nous, et où il s'agit seulement de se laisser faire par les événements, sans chercher à comprendre, selon la vieille sagesse militaire. Nous déjeunâmes à Nancy, devant la place Stanislas, témoin des plus pacifiques civilisations, éclatant joyau de l'âge français, et nous arrivâmes dans l'après-midi à Flavigny, où le hasard voulait que j'eusse été mobilisé lors de l'alerte de septembre 1938. Je reconnus la route en fourche, la mairie, l'église où j'avais bu la mirabelle avec le curé. Notre cantonnement était dans un magnifique hospice, un peu en dehors du village, qui devait être, deux jours après, transformé en hôpital militaire, mais qui n'était point encore abrité par la Croix-Rouge. Nous pouvions y gîter tout à fait légalement. C'est là que nous apprîmes, le soir, l'ordre officiel d'abandon de la ligne Maginot.

« Dans les ouvrages, disait cet ordre, *le commandement ne laissera que des garnisons désignées par le commandant de groupe d'armées, qui fixera le terme de leur résistance en fonction de son repli. L'armement et l'équipement de ces ouvrages seront, au préalable, récupérés ou mis hors d'usage. »*

En fait, seules les troupes d'intervalles abandonneraient la ligne, où plusieurs ouvrages tiendraient jusqu'au 6 juillet, ignorants officiellement de tout ce qui s'était passé. Mais, dès à présent, il devenait certain que notre repli à Flavigny ne serait pas de longue durée. On avait à peine aménagé, on avait tiré de la paille quelques machines qui crépitaient déjà pour fabriquer des citations, et déjà il fallait les renfermer. Je ne suis pas sûr que les bidets de l'état-major aient eu le temps d'être beaucoup chevauchés dans cette halte.

EN ATTENDANT ROOSEVELT

Nous passâmes pourtant deux nuits à Flavigny, deux nuits éclatantes et douces. Il y avait un grand jardin, des fleurs, tout un décor de retraite et de paix. Mais sur la route, quand, désœuvrés, nous allions regarder ce qui s'y passait, c'était le fleuve énorme et bizarre de l'exode, le seul lieu peut-être où je l'aie contemplé comme ont pu le voir tant de Français du Centre ou du Midi. Des camions militaires passaient, puis des soldats, d'ailleurs en bon ordre, mais une petite valise de carton à la main, comme les campeurs du Front populaire. Ils allaient on ne sait trop où, à l'avant ou à l'arrière, déjà fatigués de tant de jours de marches et d'ordres contradictoires. Puis, soudain, entre leurs colonnes, s'insinuaient des civils, en groupes exténués, des essaims de bicyclistes, des automobiles surchargées de fardeaux hétéroclites, qui essayaient de gagner le sud, la route de Besançon et, de là, sans doute, le Rhône. Déjà, nous avions vu deux ou trois voitures abandonnées, renversées dans un fossé et laissées là, car plus personne n'était capable de les remettre en route et l'essence commençait à manquer, hormis pour les besoins militaires. Pas trop de désordre cependant : l'ennemi était encore loin et il ne passait guère, sur cette route, de revenants des nuits hallucinantes du Nord, des familles jetées dehors par la rafale et par l'épouvante. Beaucoup de villageois de la région ne bougeaient point, car ils savaient déjà qu'on ne pouvait aller nulle part. Ceux qui partaient étaient généralement des bourgeois aisés. Mais troupe et civils, au-delà des grilles de l'hospice, avec leurs petits paquets sur le guidon ou au bout d'un bâton de

pélerin, formaient déjà un fleuve assez compact, assez impressionnant, qui coula durant quarante-huit heures. Deux ou trois fois, des avions vinrent le survoler, lâchèrent quelques bombes sans conviction. On tira, la D.C.A. lança quelques rafales, et le fleuve ne s'arrêta pas de couler.

Le front français s'était définitivement effondré entre la Manche et la Ligne Maginot. Le Havre, Vitry-le-François étaient pris. Montmédy, à l'extrémité de nos fortifications, avait cédé. On se battait encore dans la forêt de l'Argonne. En arrivant à Flavigny, dans le déballage des caisses, un secrétaire avait branché un appareil de T.S.F. C'est là, au milieu des allées et venues, que, comme le soir tombait, j'entendis pour la dernière fois s'élever la voix grinçante de Paul Reynaud :

— Dans la catastrophe qui s'abat sur la France... commençait-il,

C'était la première fois qu'il avouait notre situation. Puis, il faisait appel à l'Amérique, demandait à Roosevelt son appui. Nous haussions les épaules. Même si Roosevelt avait répondu affirmativement (ce qu'il se garda bien de faire à quelques mois des élections) à quoi cela aurait-il servi ? Reynaud concluait en proclamant sa foi dans « la résurrection de la patrie ». Fallait-il donc croire qu'elle était morte ?

Dans la journée du 14 juin, nous apprîmes que les troupes allemandes avaient fait leur entrée à Paris sans combat. Un des derniers journaux français que j'aie pu voir, je ne sais plus où, déclarait qu'elles s'y étaient conduites avec la plus grande correction. Cet hommage à ce qui se révéla la vérité historique était sans doute dicté par les événements : pour le rendre ainsi public, il fallait que la fin fût proche et que le « jusqu'auboutisme » et la haine de l'ennemi fussent déjà démodés.

Déjà, nous rembarquions. Déjà, pour obéir à des ordres dont on ne savait plus guère les motifs, on replaçait dans les camions les bancs et les caisses déclouées. Nous ne serions pas restés longtemps dans ces pavillons aimables, entourés d'arbres, où il m'aurait plu de finir la guerre, puisque j'avais failli l'y commencer en septembre 1938. A vrai dire nous n'y faisions rien, errants en désœuvrés à travers des bureaux improvisés, attendant des nouvelles imprécises. Je logeais dans une petite chambre de clinique, propre et blanche, où j'avais déjà cloué au mur quelques images fétiches, et nous prenions des repas encore convenables dans le réfectoire. Mais dans la matinée du samedi, l'ordre vint de rallier Bourbonne, à une centaine de kilomètres de là. Décidément, l'armée tentait de s'échapper vers le sud.

Je passai une partie de l'après-midi du 15 juin dans cette petite ville d'eaux vosgienne, isolé avec un autre officier, bien

que nous ayons su à peine arrivés que les ordres avaient déjà changé. Nous étions arrivés en voiture, suivant des files de civils et de militaires une fois mitraillés, une fois survolés par un pauvre vieux coucou asthmatique, le seul avion français que j'aie vu dans cette semaine, qui tournait en rond bravement au-dessus de nous pour nous donner confiance. Nous nous installâmes sur une petite place plantée d'arbres. Dans une porte cochère, deux soldats de l'Intendance gardaient quelques provisions, des boîtes de « singe », des boules de pain. A chaque instant passaient des isolés, à pied, en camion, à bicyclette ou à moto, qui avaient perdu leur unité. Ils s'adressaient à nous. Faute de mieux, nous leur donnions de bons conseils. Nous cassions aussi la croûte avec eux : j'en vis qui n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures et à qui je devais pousser de force dans les mains des tartines de bœuf en conserve. Ils étaient polis, embarrassés, pleins de réserve et de courage. De l'avenir, ils ne parlaient guère, plus personne ne se faisait d'illusions. Il s'agissait de se rendre service, c'était tout. J'aimais mieux ce travail modeste et amical. Deux vieilles filles sortirent d'une maison et nous demandèrent ce qu'il fallait faire quand les Allemands arriveraient. Nous leur conseillâmes vivement de ne pas bouger plutôt que d'aller tomber en pleine bagarre sur les routes. A la même heure, les ministres tenaient leur premier conseil à la préfecture de Bordeaux. La réponse de Roosevelt n'était pas encore parvenue, mais les Allemands étaient à Versailles, et Verdun était tombé. Sur le soir, nous apprîmes que décidément l'état-major allait se fixer à Vauvillers. La carte nous apprit que c'était un petit village, nettement dans la direction des Vosges. Il fallait croire que notre voyage vers le sud était terminé et que nous repartions vers l'est.

Notre voiture rattrapa bientôt un convoi, et nous dûmes nous mettre au pas. Je me souviens encore de cette journée, elle était d'une douceur merveilleuse. Sur les collines, la lumière était dorée et chaude, et, dans les instants où nous avions pu abandonner la longue file des voitures militaires, nous aurions pu nous croire dans quelque randonnée de vacances, libre et nonchalante. Mais déjà quelques avions surgissaient, dans le paysage le plus idyllique, jetaient sur nos camions de tête quelques bombes, on relevait deux morts, on repartait : il n'était pas question d'oublier la guerre et la déroute.

En arrivant à Vauvillers, où, par je ne sais quel prodige, un repas nous attendait dans la cour de la mairie, on nous annonça, bien entendu, que nous en repartirions au matin, ce qui ne nous étonna point. Mais on nous jura aussi que le maire venait d'afficher la nouvelle de l'entrée en guerre contre l'Allemagne des Etats-Unis, de la Turquie et de la Russie.

Il me fut tout à fait impossible, naturellement, de voir cette fameuse affiche, mais il est possible qu'elle ait été apposée. Certains en conjurent des espoirs naïfs. Quand je retrouvai les deux ou trois camarades avec qui je pouvais parler, nous haussâmes les épaules : même si c'était vrai, à quoi cela pouvait-il nous servir, *à nous*, maintenant ?

LA MESSE A L'AUBE

Dans toutes les catastrophes, il y a des haltes, parfois d'une heure seulement, parfois de plus. Il n'était pas question de voir nos chefs, de savoir quoi que ce soit de la réalité. Les officiers du 2e bureau étaient entourés quand on pouvait en happer un parce qu'ils avaient des postes de radio. On attrapait quelques bribes de nouvelles, ici et là. Nous n'étions guère bien informés que sur l'avance allemande. Quant à nos destinées futures, nous nous laissions balloter par les événements. On nous désigna une grange, d'ailleurs fort bien fournie en foin.

J'avais guigné, tout près, le lavoir municipal, et je priai deux braves gars de monter deux ou trois minutes la garde à la porte afin d'empêcher d'entrer les belles filles pendant que j'y prendrais un bain. Puis nous allâmes faire un tour, Henri Prado-Gaillard et moi, à travers le village, légèrement émoustillé par la présence de tant de soldats, et sans doute vaguement en proie à ce que Lucien Rebatet nomme l'Eros des désastres. Les filles lançaient des lazzis aux garçons. Nous déposâmes notre aumônier, qui promenait à travers les aventures un sourire charmant, une bonne humeur et une courtoisie inaltérables, au presbytère et nous lui jurâmes que nous ne l'oublierons pas, quelle que fût l'heure du départ. Mais bientôt, effrayé à l'idée d'être abandonné, il vint nous rejoindre dans la grange où nous dormions avec une centaine de soldats et l'on nous avertit, en effet, vers deux heures du matin, qu'il était temps de nous en aller. Cette fois-ci, je l'emmenai avec moi. C'était d'ailleurs un homme exquis, de manières raffinées et que j'ai pourtant toujours vu savoir admirablement parler à tous ceux qu'il approchait avec un cœur et un naturel délicieux.

Les mystérieuses fantaisies de notre route nous faisaient cette fois, remonter vers le Nord, en accentuant notre spirale. Nous avions pu nous dégager de la colonne, et nous attendions des ordres à Remiremont où — peut-être — notre caravane allait-elle se fixer. Il était près de six heures quand nous y arrivâmes. L'aumônier songeait à aller demander au curé de la ville un bref asile pour dire sa messe.

— N'avez-vous pas tout ce qu'il vous faut ? lui dis-je.
— Mais oui.
— Alors, dites-la sur le bord de la route.

Il y avait là un petit jardin que je vois encore, avec un mur bas, où il déposa les modestes éléments de son autel portatif. Tout était désert. Il me demanda de lui servir la messe, j'acquiesçai en l'avertissant que je ne l'avais jamais fait et qu'il faudrait me donner des indications. Devant l'entrée de la ville aux volets fermés, par ce matin du 16 juin, il commença le sacrifice en plein air devant un soldat, un officier et moi-même. Deux femmes vêtues de noir passèrent sur la route et demandèrent si elles pouvaient assister à l'office. Je leur fis signe d'entrer dans le jardin, et elles se mirent à genoux dans l'herbe. Jamais sans doute je n'assisterai à une aussi saisissante consécration, sous le ciel léger d'une aube de juin, au cœur de l'énorme défaite.

Quand il eut terminé, une voiture militaire passa, et l'on nous dit que maintenant l'ordre était d'aller un peu plus au Nord, un peu plus à l'Est, et que nous nous fixerions sans doute plusieurs jours à Gérardmer.

ENCERCLES

Le spectacle qu'offrait Gérardmer dans les journées du 16 et du 17 juin était assurément extraordinaire. Je n'étais jamais venu au bord du lac vosgien, où mes parents avaient passé des vacances, voici quelques années et, sous le ciel d'été, j'aimai ces profondes montagnes, l'odeur des sapins, la douceur de l'air. Un invraisemblable tohu-bohu avait amené là les débris de trois armées, leurs états-majors, leurs généraux. Je vis discuter quasi sur la place publique les commandants en chef de la IIIe, de la Ve, de la VIIIe. Au détour d'une rue, dans ce décor balnéaire, je tombais tout à coup sur d'anciens camarades, les uns goguenards, les autres accablés. Un excellent garçon, du genre fasciste rugissant, avec qui j'échangeais parfois des propos sincères dans les couloirs de notre fort, me hélait entre deux camions : c'était le dentiste de l'armée, et il me disait sans façon : « Crois-tu qu'il sont fichus, nos bons militaires ? ». Nous parlions, entre deux courses à travers une ville surpeuplée, de la nécessité de créer tout de suite une formation nationale-socialiste française, et je crois bien que c'est ce jour-là que, par jeu, je lui fabriquai une carte de notre futur et hypothétique parti. On m'avait logé à l'hôtel du Lac, dépourvu de tout drap, mais encore muni d'admirables et épaisses couvertures de laine blanche. La fenêtre était ouverte sur le lac au bord duquel, à chaque instant, arrivaient des

camions. Quelques avions venaient le survoler, avec une évidente indifférence. « Il faut vraiment qu'ils ne veuillent pas nous faire de mal, me disait le dentiste, décidément de plus en plus mauvais esprit, sinon, quelle bouillie ». Nous mangions, un peu plus loin, dans un restaurant de bois, style guinguette. Le général Condé, qui avait le commandement effectif de trois armées depuis que le général Prételat était coupé de nous, logeait un peu plus loin. Je l'aperçus, fatigué, triste, toujours courtois et je ne pouvais m'empêcher de me rappeler qu'il avait été un des très rares généraux d'armée à s'opposer à la guerre en 1939 : il avait vu clair.

Nous étions vraiment coupés de tout. Le colonel qui commandait les services de la poste, par acquit de conscience, recueillait encore des lettres, sans trop nous jurer qu'elles parviendraient. J'essayai d'écrire aux miens : où étaient-ils ? Maurice avait-il pu gagner le village catalan de mon enfance ? J'apprenais qu'Orléans était pris, que la Loire était franchie, que la Bourgogne était envahie, que la frontière suisse était atteinte au sud de Besançon, que Sens, la ville où habitaient mes parents, était dépassé. Qu'étaient devenus tous ceux à qui je tenais ? Et maintenant que nous étions encerclés, qu'allions-nous devenir nous-mêmes ?

(*A suivre*). Robert BRASILLACH.

Les idées et les faits

L'ANNÉE DÉCISIVE

Nous ne nous en rendons pas bien compte, mais peut-être l'année 1953 est-elle celle qui a apporté le plus de changements dans notre vie politique. Depuis 1946, c'est probablement l'année la plus riche en événements et en perspectives nouvelles. Les données politiques constantes de 1947 à 1952, sont, aujourd'hui, radicalement transformées et il est important de prendre conscience de cette transformation.

La mort de Staline a été le premier de ces événements graves. Son importance tient moins au changement de tactique de la politique soviétique, ou même aux changements intérieurs qui l'ont suivie en Russie, qu'à ce fait brutal, simple, mais lourd de conséquence qu'*il n'y a pas eu de guerre de la succession de Staline*. Cette mort de Staline, c'était l'événement attendu. Cette succession de Staline, c'était l'occasion espérée. Le colosse s'écroulera, disait Washington. Il n'y a pas de succession dans les « démocraties » : c'est leur seule supériorité, mais c'est leur supériorité. Dans les dictatures, il y a la crise, il y a le drame de la succession. Il n'y a eu aucun drame, il n'y a eu aucune crise. L'empire soviétique continue donc le danger soviétique persiste. Que peuvent faire les Américains ? Faire la guerre ? Nous allons voir qu'ils ne le peuvent guère. Attendre? Qui sera le plus affaibli dans vingt ans du bloc soviétique ou du bloc démocratique ? Dans le système du monde en deux camps, les Américains ont perdu la partie le jour où l'empire de Staline est passé sans crise à ses successeurs.

L'autre événement grave est la nouvelle que l'U.R.S.S. possédait, *elle aussi*, la bombe à hydrogène. Cette situation rend la guerre improbable à partir du jour où les deux pays auront

fabriqué et stocké de telles bombes. Car ils peuvent se porter mutuellement, dans les premières heures du conflit, des coups d'une telle violence que toute guerre deviendrait par elle-même un suicide et par la suite une loterie. Si l'Amérique ne se décide pas à frapper la première pendant les quelques mois qui lui restent, éventualité peu probable, l'égalité atomique entraînera *la paralysie des géants*. Des escarmouches leur seront permises en Corée, en Iran, en Indochine, mais une guerre mondiale deviendra impossible. L'armée rouge et l'armée américaine continueront à se neutraliser et ne pourront plus intervenir que par petits paquets ou par procuration sur des territoires limités. La guerre politique, c'est-à-dire l'action des partis communistes ou crypto-communistes, prendra alors une extrême importance car, sur cet échiquier bloqué, les forces politiques seront les seules pièces mobiles et libres.

Ces données nouvelles font apparaître comme plus pressante que jamais, la naissance d'une troisième force européenne. Car la mort de Staline, la volte-face soudaine des dirigeants russes sur l'antisémitisme, la possession réciproque de la bombe à hydrogène peuvent amener des développements que nous ne soupçonnons même pas. Si la Russie subit, sous la direction de Malenkow, une évolution assez profonde, si elle accepte de faire quelques concessions, si les éléments juifs y retrouvent peu à peu l'influence qu'ils ont eue au temps de Lénine et de Trotzky et que Staline leur avait enlevée, certains milieux américains n'essaieront-ils pas de faire prévaloir leur rêve de gouvernement mondial?

La politique de *chloroformisation* inaugurée par Malenkow s'appuie sur des complicités très étendues et elle constitue un très grave danger. Son but est d'arriver à une politique de front populaire, non seulement dans des Etats isolés comme la France et l'Italie, mais dans le monde entier. La Russie, en payant pour cela le moins cher possible, par exemple en se bornant à restituer l'Autriche et l'Allemagne orientale, moyennant l'abandon de la C.E.D., en amenant ses partenaires vers un traité de paix fondé sur la reconnaissance du *fait accompli* en Europe, espère retrouver peu à peu l'atmosphère de Potsdam et de Yalta. Elle sera à nouveau, et nombreux seront les Américains à soutenir cette thèse, elle sera *enfin* un Etat comme les autres, on pourra faire confiance à sa parole, le danger russe ne sera plus qu'un cauchemar ; on fera du commerce, on se retrouvera à l'O.N.U. et on mijotera un bon petit gouvernement mondial *progressiste* que béniront ensemble Malenkow et M. Baruch. Dès lors, pourquoi faire l'Europe? Pourquoi cette injuste et insultante défiance?

Dans cette perspective, la conférence de Berlin n'est probablement qu'un moyen de gagner du temps. Elle est une étape. Elle

permettra de tâter le terrain, de voir les dispositions de Forster Dulles, de sentir s'il se contentera du prix proposé.

Contre cette opération qui voue, à longue échéance, tous les pays européens à l'absorption soviétique, que peuvent faire les nations d'Europe ? Elles n'ont, en fait, qu'une seule voie et un seul espoir, leur volonté de faire une Europe forte et *indépendante*. Isolées, les nations d'Europe ne peuvent rien contre le projet d'un gouvernement mondial qui sera, en fait, un gouvernement de colonisation. Unies, elles peuvent opposer leur volonté de choisir leur destin et de se gouverner conformément à leurs traditions et au génie de leur race. Refusons d'être à la remorque des combinaisons de Washington et de Moscou, qui menacent notre liberté comme naguère leurs projets de guerre étaient mortels pour notre vie. Construisons une Europe qui ait sa propre armée, sa propre diplomatie, sa propre volonté et qui revendique avant tout son *indépendance* et son droit de vivre.

Stratégiquement, dans les perspectives ouvertes par la possession réciproque de la bombe à hydrogène, cette indépendance de l'Europe est, non seulement plus nécessaire que jamais, elle est aussi plus réalisable. C'est aussi un des faits essentiels du tournant actuel que les Etats-Unis envisagent une nouvelle implantation de leur dispositif stratégique qui attache moins d'importance au stationnement de divisions américaines sur le sol européen. Il est bien remarquable que c'est actuellement le gouvernement français qui supplie Washington de maintenir ses troupes d'occupation en Europe, par peur de la suprématie allemande, et non les Etats-Unis qui s'obstinent à maintenir leurs troupes là où elles sont. Dans les perspectives offertes par la *paralysie des géants*, les chances d'une Europe indépendante sont beaucoup plus fortes qu'autrefois et ne cesseront de se développer si nous ne laissons pas les calculs à longue portée du brain-trust progressiste nous imposer une complète impuissance politique. L'Europe indépendante peut vivre, la présence américaine en Europe est devenue moins nécessaire à la politique américaine, pourvu *que l'Europe qui se constitue soit résolument anticommuniste*.

Cette dernière condition prend dès maintenant pour notre avenir politique européen, une importance primordiale. Dans le système de la *paralysie des géants*, les partis communistes prennent la place de l'armée rouge. Ils sont chargés de la réalisation de certaines tâches stratégiques précises que l'armée rouge ne peut plus réaliser. Ils réalisent ces tâches par des moyens purement politiques, mais, finalement, ils les réalisent dans l'intérêt des plans stratégiques du Kremlin. Cette situation n'est pas nouvelle en soi. Mais le rôle des partis communistes est beaucoup plus important qu'autrefois dès qu'on en raisonne en admettant la neutralisation réciproque de la Russie et des Etats-Unis : car ils restent le seul instrument d'intervention de la stratégie soviéti-

que, tandis que, dans les années précédentes, ils n'étaient qu'un appoint politique destiné à provoquer et appuyer l'action de l'armée rouge. Dans l'hypothèse d'une immobilité forcée des Russes et des Américains, protéger l'Europe, c'est donc essentiellement la protéger contre les opérations des partis communistes. Nous devons les prendre, et les Etats européens seront amenés à les prendre, qu'ils le veuillent ou non, comme les substituts de l'armée rouge. Et, par conséquent, il n'y a pas d'autre solution que de les détruire et de les réduire à l'impuissance.

Cette situation est beaucoup plus évidente encore en Asie et en Afrique. Les nationalistes, quels que soient leurs prétextes, accomplissent sur des théâtres d'opérations extérieurs des tâches que la stratégie soviétique préfère confier à des instruments. Cette collusion est claire en Indochine, elle l'est presque autant au Maroc. Seulement, sur ce dernier point, il est dramatique que des intérêts nationaux mal compris ou de passions nationales surchauffées méconnaissent que la désagrégation de l'empire français, même si elle leur procure des satisfactions immédiates, est, à la longue, une victoire soviétique et, par conséquent, leur propre défaite. Nous devons combattre au Maroc le judéo-capitalisme et la corruption démocratique, nous devons soutenir une politique de réformes loyales etcourageuses, de propreté, de réconciliation mais cette politique de progrès et d'apaisement serait singulièrement facilitée si l'action du parti communiste était combattue sur ce terrain comme une action spécifique de trahison et combattue par les moyens appropriés. L'année 1954 risque d'être une année de crises dramatiques en Afrique du Nord si nous hésitons devant le combat anticommuniste.

Quelle que soit l'issue du débat sur la C.E.D., quelle que soit la forme donnée à la coopération des Etats européens la dissolution des partis communistes en Europe est une urgence absolue de la situation politique qui s'est créée actuellement. Dissoudre et démanteler les partis communistes, c'est enlever à la stratégie soviétique le plus puissant des instruments d'intervention qui lui restent en Europe. C'est assurer notre indépendance et notre sûreté. C'est nous rendre plus forts et plus libres. C'est même créer en Europe la condition préliminaire à toute négociation féconde avec l'U.R.S.S. elle-même.

*
* *

Sur le plan intérieur, la situation est également toute nouvelle. Nous nous trouvons en présence d'une crise de régime dont les symptômes sont reconnus de tous : mais, en même temps, les forces politiques d'opposition, qui auraient pu exploiter

cette crise et en profiter, se sont volatilisées, et rien ne paraît à leur place.

La crise du R.P.F. a fait perdre au R.P.F. parlementaire tout caractère révolutionnaire . Le R.P.F. de 1952 était un bloc dressé contre le régime; le R.P.F. de 1953 est un parti de la coalition gouvernementale dont les accès de mauvaise humeur ne sont plus que des ruades passagères dans le processus de la domestication.

C'est au moment où tout le monde se détourne avec découragement et dégoût de la IV[e] République qu'on s'aperçoit qu'il n'y a rien pour cristalliser les volontés. Des hommes qui, enfin atterrés et furieux, veulent « faire quelque chose », explorent en vain la morne plaine politique. Les gaullistes ne sont plus qu'une troupe inquiète, sans idées et sans chefs, montant la garde autour des présidences, armée sans âme et sans but, errant à travers la steppe politique, manœuvrant en bon ordre mais dans le vide, jouant la marche du régiment sans savoir où elle va, pareille à une armée Bourbaki qui chercherait en vain où se faire interner, se déployant de temps en temps sur une colline, occupant ostensiblement une position, jouant à la guerre, mais sans se battre. A l'autre bout de l'horizon, les vieilles chèvres d'Action Française serrent de leurs mains tremblotantes le drapeau glorieux et fané qui porte dans les plis les noms de l'affaire Dreyfus, de l'affaire Talamas et le texte des traités de Westphalie. Ces vieux Acharniens frappent la terre de leur pied furieux, mais comme le chœur antique, ils ne sont que deux douzaines et leur voix est félée et lointaine comme le son de cette cloche des trépassés qu'on entend-dit-on, les jours de tempête. De temps en temps, de petits groupes surgissent: ils tirent trois numéros d'un journal éphémère, font trois réunions où l'on jure de sauver le pays, puis tout retombe dans le silence et la paix du soir s'étend sur le marécage qui n'est plus troublé que par le cri d'une sarcelle présidentielle ou le saut d'une grenouille qui a une crise de conscience.

Pendant ce temps-là, les garçons qui ont vingt ans s'inscrivent au parti communiste. Car enfin, quand on n'est pas content, où diable voulez-vous qu'on s'inscrive, sinon au parti communiste ? Dans notre menu politique actuel, il n'y a plus que cela qui soit un peu poivré. Les jeunes ouvriers dans les usines, les jeunes étudiants dans les Ecoles et les Facultés vont au parti communiste *parce qu'il n'y a pas autre chose*. Ne cherchez pas ailleurs la raison pour laquelle le parti communiste maintient ses effectifs : il n'y a pas de miracle communiste, les militants anciens se fatiguent et s'éloignent comme partout ailleurs, mais la jeunesse apporte continuellement au parti communiste des

forces fraîches, parce qu'il n'existe rien d'autre qui soit capable de l'attirer.

Cette situation grave a une cause accidentelle, la désertion des gaullistes qui n'ont su ni réaliser l'union autour d'eux, ni maintenir à leur action une signification révolutionnaire. Mais elle a aussi une cause profonde beaucoup plus inquiétante, la lâcheté et l'atonie de la bourgeoisie française.

On ne le répétera jamais assez : il existe en France, dans le peuple et dans la petite bourgeoisie tous les éléments d'un redressement national et des milliers de gens n'attendent que la voix qui saura leur donner un espoir. Mais les conditions contemporaines de la politique ont donné à l'argent un rôle que rien ne peut remplacer. Une idée politique doit être lancée dans le public comme une marque de shampoing. Un parti politique doit être administré comme une Société qui vend un certain produit. Une opposition nationale capable de faire contre-poids au communisme et de lui disputer la jeunesse peut être créée sans difficultés, ce n'est pas un miracle, le terrain existe, le grain existe, mais cette action ne peut être entreprise qu'avec un budget considérable et un outillage complet. Ce budget, cet outillage, la bourgeoisie française a les moyens de les mettre à notre disposition. C'est à elle de savoir si elle veut être sauvée.

Un parti national, à condition qu'il soit appuyé sur les masses ouvrières, qu'il soit sincèrement partisan de la justice sociale et qu'il comprenne des éléments ouvriers non seulement à la base, mais à tous les étages de la direction, pourrait être un adversaire efficace du communisme. Un tel rassemblement est possible. Il devrait assurer la relève du R.P.F. dont la brève et décevante carrière a prouvé tout au moins qu'il existe des forces qui ne demandent qu'à se réunir sur un programme de redressement français. Mais ce mouvement national ne doit être ni improvisé ni entrepris avec des moyens insuffisants. Ce qu'il y a de nouveau dans l'année qui commence, c'est que l'hypothèque du R.P.F. est maintenant levée, que la crise du régime se précipite, qu'un tel regroupement national est possible et que son heure parait venue. Parviendra-t-on à réunir les moyens d'une telle action ? C'est désormais la question qui se pose. Ce n'est pas nous qui pouvons y répondre.

Maurice BARDECHE.

La trahison de la bombe à hydrogène

Une déclaration faite le 22 avril 1952 par le général Carl Spaatz, chef d'état-major de l'Air des Etats-Unis en temps de guerre, devant la Commission de Défense du Sénat américain, que la Russie possèderait pour 1954 *un stock de bombes à hydrogène,* a devancé de dix-huit mois la déclaration récente de Malenkow. Dès cette date, il était possible de voir que le gouvernement américain se trouvait placé dans une situation difficile. Qui en était responsable ?

C'est pendant les années vitales 1945-1950 qu'il a été possible à la Russie de dérober les secrets de la bombe à hydrogène au nez même de l'Amérique et de la Grande-Bretagne, et que l'Amérique a été distancé dans la course aux armements, lorsque, pour des raisons mystérieuses, elle a continué à porter ses efforts sur le type désuet de la bombe atomique et a refusé de fabriquer la bombe H, mille fois plus puissante. La Russie est redevable à deux hommes, tous deux juifs, le Dr. Fuchs et le professeur Pontecorvo, d'avoir pu se procurer le secret de la bombe à hydrogène. Le Dr. Fuchs est arrivé en Grande-Bretagne en ayant à la bouche le mensonge habituel des juifs d'avoir été persécuté par Hitler. En réalité, c'était un dangereux communiste, de la basse trahison duquel Hitler n'eut pas le temps de s'occuper. Il fut interné un court moment durant les premiers mois de la guerre comme ressortissant ennemi, mais il parvint à se faire libérer en grande partie grâce aux efforts d'Albert Einstein qui est membre de nombreuses organisations du Parti Communiste. Bien qu'il fût notoirement établi qu'il était communiste, Fuchs obtint un emploi lucratif à la fois au centre atomique américain de Los Alamos et au centre atomique britannique de Harwell. A Los Alamos, il a travaillé sous les ordres

du demi-juif Hans Bethe qui, rappelons-le, a adressé au nom de douze grands savants américains une déclaration adjurant Truman de ne lancer en aucun cas la bombe à hydrogène sur la Russie avant que celle-ci ne la jette sur l'Amérique (*Daily Telegraph* de Londres du 6-2-1950). Fuchs a également habité pendans un an chez un juif allemand d'extrême-gauche, le professeur Rudolf Peirls, maintenant président de l'Association des Savants Atomistes Britanniques.

Le professeur Pontecorvo est arrive en Grande-Bretagne en disant mensongèrement qu'il avait été « persécuté » par Mussolini et on lui a donné immédiatement une situation lucrative pendant les années de guerre 1940-1945. Tous les nationalistes anglais étaient enfermés sans jugement pour faire plaisir à des hommes comme Pontecorvo et Fuchs, et pour avoir dit ce qu'on sait maintenant avoir été déclaré par Neville Chamberlain a l'ambassadeur des U.S.A. Joseph Kennedy, que « *l'Amérique et le monde juif avaient forcé l'Angleterre à la guerre* » (*Journal de Forrestal*, Amiot-Dumont, Paris, 1952).

En 1950, pendant qu'il était à Harwell, Pontecorvo fit une découverte tellement importante sur les bombes à hydrogène qu'elle permettait à un pays quelconque qui l'utilisait de gagner la guerre. Pour quelle raison Pontecorvo préféra-t-il faire bénéficier la Russie de sa découverte plutôt que la confiante Grande-Bretagne qui lui avait donné un abri contre la « brute » Mussolini ? Pontecorvo se rappelait ce qu'un Juif, le Dr. Louis G. Reynolds, avait dit dans la *Voix Juive de la Californie* du 5 juillet 1946 : « Je ne puis concevoir un Juif dans la peau d'un ennemi de l'Union Soviétique. Pour moi, un tel Juif est une monstruosité contre nature, une parodie de la décence et de la raison ».

Bien qu'on sût parfaitement que les amis juifs de Pontecorvo comptaient parmi les membres les plus importants du Parti Communiste italien, les mesures de sécurité prises au sujet de Pontecorvo étaient si insuffisantes que Pontecorvo a eu tout loisir de s'échapper en Russie avec les secrets vitaux de la bombe H.

Le directeur de *Intelligence Digest*, Kenneth De Courcy, a révélé que le premier nouveau type de bombe à hydrogène pour la guerre fabriqué par Pontecorvo en Russie sous la direction de Beria (chargé à la fois de la police secrète et de l'énergie atomique) devait être *prêt en juillet* 1952.

Quand il s'est échappé de Harwell pour la Russie, Pontecorvo était sous la surveillance du ministre du Ravitaillement de la Grande-Bretagne, un capitaliste juif millionnaire et fils d'un baronnet, G. R. Strauss, membre du Parlement, qui fut chassé

en 1939 du Parti Travailliste pour crypto-communisme et fut ensuite réintégré. Strauss ne s'est pas toujours montré aussi inefficace qu'il l'a été dans le cas du Professeur Pontecorvo. On sait aujourd'hui que Strauss a financé l'attentat à la bombe contre Hitler en 1944 (l'homme qui déposa la bombe, le colonel Von Stauffenberg, appartenait à un groupe qui projetait après l'assassinat d'Hitler, d'aligner la politique de l'Allemagne sur celle de la Russie et de se retourner contre les Anglais et les Américains). Cet habile juif, homme d'affaires millionnaire, capable de placer une bombe à quelques mètres d'Hitler, en dépit des mesures de sécurité d'une Allemagne en guerre, s'est montré pourtant quelques annees plus tard incapable d'empêcher Pontecorvo de s'échapper en Russie avec les secrets vitaux de la bombe H. On doit rappeler également que Strauss dans le Gouvernement travailliste fit passer en 1951 le Bill de l'Acier dépouillant leurs propriétaires légitimes, appartenant en général à d'anciennes familles britanniques : 96 affaires métallurgiques furent alors transférées au Ministre du Ravitaillement, et Strauss devint à ce titre, l'unique directeur de 97 affaires métallurgiques : celles qu'il avait fait nationaliser, et de plus la sienne qui n'a pas été nationalisée.

Kenneth De Courcy, dans son numéro de mars 1951 de *l'Intelligence Digest*, révélait en outre :

« Au moment de son départ Pontecorvo travaillait depuis longtemps pour les Russes. Il semble qu'au moins quelques officiels étaient au courant et avaient échangé des informations avec les services de sécurité américains. On n'a pourtant pas fait la lumière sur les raisons pour lesquelles, après que les Américains eurent conclu que Pontecorvo constituait un risque dangereux, on lui a accordé une grande liberté sans qu'aucune précaution n'ait été prise pour empêcher sa fuite. On sait cependant qu'il bénéficiait de l'appui de certains amis influents qui, bien intentionnés et ignorants des faits, l'ont protégé pendant une période décisive. On nous dit que ces gens pensaient qu'il était une innocente victime de la « chasse aux sorcières ». *Et qui plus est, on nous dit qu'il y a encore deux autres professeurs, protégés pareillement, qui envoient des renseignements de la plus haute importance à l'Union Soviétique.* »

Le Gouvernement de M. Churchill n'a naturellement fait sauter de Harwell aucun des savants Juifs qui y sont : Le professeur Rudolf E. Peirls, MM. F.-E. Simon, J. Rotblat, E. Wohlfarth, A.-S. Besicovitch, N. Kurti, O. Klemperer, Max Born, O.-R. Frisch, L. Rosenfeld, H. Frohlich, R. Furth, R. Polanyi, R.K. Eisenscitz.

Comme, en dehors d'eux, il n'y a naturellement qu'une très

petite fraction de savants qui soient communistes, les deux espions qui expédient d'Harwell vers la Russie des secrets de la plus haute importance et auxquels Mr Kenneth de Courcy fait allusion ne doivent pas être impossibles à découvrir.

Naturellement, d'autres sources que celles que nous avons citées ont révélé que la Russie est déjà en possession de la bombe à hydrogène. Mentionnons les principales indications données sur ce fait :

1) Mr Kenneth de Courcy avait fait dans le *Daily Mirror* de Londres du 7 février 1950 un reportage où il était dit que la Russie avait déjà fait exploser sa première bombe H et avait commencé la constitution de stocks.

2) On pouvait lire dans *l'International News Service* du 9 avril 1950, une déclaration de Lewis L. Strauss, banquier juif, membre de la Commission de l'Energie atomique de 1945 à 1950, parlant de « l'existence possible de la bombe à hydrogène dans l'arsenal d'un autre pays ».

3) Une dépêche de Berlin de *l'International News Service* en date du 19 février 1950 annonçait :

« De source alliée autorisée on a appris cette nuit que la Russie a commencé la fabrication de la bombe à hydrogène en septembre dernier (1949) et que les Soviets sont persuadés qu'ils pourront l'expérimenter avec succès cet été ».

La question qui vient alors à l'esprit est la suivante : si la Russie a déjà la bombe à hydrogène, pourquoi les Américains ne l'ont-ils pas également fabriquée ? Pourquoi les Américains ont-ils continué à faire porter leurs efforts sur la fabrication du type désuet de la bombe atomique ordinaire ? Avant de répondre à cette question, il est nécessaire d'analyser la composition de la commission de contrôle de l'Energie Atomique aux Etats-Unis de 1945 à 1950. On y trouve les personnalités suivantes :

1) Barney Baruch, membre de la délégation des Etats-Unis à l'O.N.U., membre de la Commission de l'Energie Atomique, Juif de Wall Street, qui a été un des vrais maîtres de l'Amérique depuis la première guerre mondiale. Le magazine hebdomadaire *Time* du 2 janvier 1939 raconte qu'il a fait un don de 10.000 dollars aux volontaires communistes américains de la guerre civile d'Espagne. Il s'est aussi attaqué à son ami Churchill pour avoir devancé le coup d'Etat communiste de 1944 en Grèce. Il se peut que Baruch ne soit pas communiste, mais il a vraiment fait ce qu'il pouvait pour établir le communisme en Grèce et en Espagne ;

2) Brian McMahon, Président de la Commission Mixte de l'Energie Atomique. Le *Daily Telegraph* du 21 février 1950 déclare que McMahon appartient à l'aile gauche du parti démocrate. L'intellectuel crypto-communiste et ministre travailliste John Strachey membre du Parlement, félicitait jadis le Parti Démocrate aux Etats-Unis d'être « très à gauche » (*Daily Worker* de Londres du 16 mai 1950), déclaration qui situe suffisamment la position politique du sénateur Mac Mahon ;

3). J R. Oppenheimer, Président de la Commission Atomique Consultative des Etats-Unis, est un Juif, dont le frère est un communiste notoire. Oppenheimer lui-même s'est opposé à la fabrication de la bombe à hydrogène après que l'on ait su que la Russie avait commencé à la fabriquer ;

4) David Lilienthal, Président de la Commission de l'Energie Atomique des Etats-Unis, est, lui aussi, un Juif de gauche. Le *Los Angeles Examiner* de janvier 1947 affirme que Lilienthal a appartenu « au moins à deux organisations contrôlées par les communistes ». Pendant la période d'activité de Lilienthal, tous les secrets atomiques les plus jalousement gardés de l'Amérique ont été volés par des Fuchs, Harry Gold, Rosenberg, etc... (qui opéraient sous la direction du Consul Général des Soviets à New-York, un Juif nommé Anatole Yakovlev). Poutant Lilienthal n'a pas toujours été aussi inefficace — sa « Tenessee Valley Authority » est un exemple de ce qu'il peut faire — quand il veut !

5) Lewis L. Strauss, banquier juif de Wall Street et associé de la firme Kuhn, Loeb et Cie, les premiers banquiers juifs qui ont financé le bolchevisme en Russie pour la bagatelle de vingt millions de dollars en 1917 ;

6) Robert F. Bacher, autre Juif et membre du Parti Communiste ;

7) Summer T. Pike, dont il n'y a rien à dire ;

8) William W. Waymark, personnalité assez mal connue. Le *Los Angeles Examiner* du 9 janvier 1949 déclare qu'il a donné son appui à diverses organisations pro-soviétiques et qu'il figure dans les fichiers du F.B.I. parmi les éléments subversifs.

Par la suite, Truman fut contraint, le 31 janvier 1950, par la force de l'opinion américaine, de donner à contre-cœur son appui à la fabrication de la bombe à hydrogène, mais le *Daily Telegraph* de Londres du 1er février 1950 déclarait :

« Si l'on considère que la fabrication de la bombe atomique du type actuel a été réalisée durant la guerre dans un temps

remarquablement court, l'intention d'activer la fabrication de la bombe à hydrogène n'apparaît pas. »

A vrai dire, le geste de Truman était probablement une ficelle électorale, et il est extrêmement peu vraisemblable que les administrations rooseveltiennes du New and Fair Deal dont les sympathies pour le communisme sont connues auront la volonté de fabriquer une arme capable de battre la Russie. L'hebdomadaire londonien *The People* du 20 avril 1952 s'exprime de la façon suivante :

« Les savants américains ont abandonné toute idée de produire une superbombe à hydrogène mille fois plus puissante que la bombe d'Hiroshima. Ils ont trouvé simplement qu'elle était impossible à fabriquer. C'est ce qu'on a dit au pionnier atomique de la Grande-Bretagne, Sir John Cockcroft, directeur des installations de Harwell, au cours de sa récente visite aux Etats-Unis. S'il avait été démontré qu'il était possible de fabriquer la super-bombe, le monde des hommes ne pourrait jamais être en sécurité. N'importe quel dictateur dément pourrait essayer avec une telle arme un « Crépuscule des Dieux » hitlérien, sur une échelle fantastiquement plus grande, englobant non seulement la destruction de villes, mais même la destruction de pays entiers. »

L'article du *People* se met en devoir de donner les « raisons » pour lesquelles les Américains ne peuvent pas fabriquer la super-bombe à hydrogène, bien qu'apparemment les Russes n'aient pas rencontré tant de difficultés. L'article conclut : « Les Américains ont réussi à fabriquer une petite bombe à hydrogène qui explosera en septembre à Eniwetok. Plus puissante que la bombe d'Hiroshima, elle est néanmoins à la limite de ce que les savants pensent pouvoir être produit ». Si tout ceci est exact, l'Amérique se trouve donc pour les bombes à hydrogène au moins de deux ans en retard sur l'Union Soviétique et cela même dans le domaine des petites bombes.

Jusqu'au tout dernier moment, Lilienthal a plaidé contre la fabrication de bombes à hydrogène quelles qu'elles soient. « Halte à la bombe », telles sont les paroles de Lilienthal reproduites par le *Daily Mail* de Londres du 23 janvier 1950. Le sénateur Millard Tydings, Président de la Commission des Services de l'Armée (marié à une Juive), a également continué à empêcher toute production de bombes atomiques et à hydrogène (*Daily Telegraph* de Londres du 7 février 1950). Le grand érudit patriote américain, le Major Robert H. Williams, écrit dans son numéro de mars 1951 de *Intelligence Summary* (Californie) :

« Jusqu'à la semaine même où le Président Truman a décidé de la fabriquer (la bombe à hydrogène), Lilienthal s'y est opposé. Ainsi donc il s'est lui-même condamné et sa plate soumission ne saurait effacer sa culpabilité ».

Dans le *Saturday Evening Post* du 24 juin 1950, l'écrivain scientifique William L. Laurence dit de la fabrication de la bombe à hydrogène :

« La tragique perspective n'est pas de se faire rattraper par les Russes, mais que nous ne puissions les rattraper ».

Dans le même article, Laurence continue :

« Maintenant que la question de la bombe à hydrogène est venue au grand jour, après cinq ans de super secret, la Commission de l'Energie Atomique va être appelée à faire face à quelques questions embarrassantes. Pourquoi, peut-on demander, a-t-on manifestement laissé tomber totalement les travaux sur la bombe à hydrogène pendant ces cinq ans ? Selon le professeur Bethe, il faudrait environ trois ans pour l'exploiter. Ce qui veut dire que si nous avions continué les travaux en 1945, nous aurions eu la bombe à hydrogène au moins fin 1948. Nous avons donc perdu cinq années précieuses et permis à la Russie de nous rattraper, si ce n'est de nous distancer ».

Laurence, qui est également juif, se rendait évidemment compte que ses commentaires compromettaient gravement ses frères de race, aussi bien ceux de la Commission de l'Energie Atomique que ceux du Gouvernement du Parti Démocrate. Il s'est lancé dans les canards, fabriquant une bombe appelée « la Bombe de l'Enfer » pour laquelle, disait-il, l'Amérique était des kilomètres en avance sur les bombes H de la Russie. Son livre n'a trompé personne. Son inconsistance a été brillamment mise en évidence dans la revue critique du magazine américain *Life* du 29 janvier 1951.

Cependant le témoignage le plus implacable de la faillite « inexplicable » de l'Administration Truman dans la fabrication de la bombe à hydrogène a été fourni par le savant qui vient en tête des savants atomistes de l'Amérique, le Docteur Harold C. Urey. Urey a déclaré, ce que rapporte avec allégresse le *Daily Worker* de Londres du 28 janvier 1950 :

« Les Etats-Unis peuvent décider de perdre intentionnellement la course aux armements, c'est ce à quoi reviennent les décisions prises jusqu'à présent ».

Le *Daily Telegraph* de Londres du 31 janvier 1950 déclare également qu'Urey accuse le Gouvernement des Etats-Unis d'avoir fait preuve d'un « préjugé curieux » en ne fabriquant

pas la bombe à hydrogène immédiatement après la guerre. Une dépêche de l'*United Press* du 27 janvier 1950, auprès de qui les informations ci-dessus ont été également recueillies, annonce :

« Le Docteur Urey a déclaré au cours du banquet du « Roosevelt Day » que la décision du Président Truman en 1945 de ne pas fabriquer la super bombe H avait placé le pays dans une situation éminemment dangereuse. En fait, a-t-il dit, il se peut que nous ayions déjà perdu la course aux armements ».

Cette information est reprise de la même façon dans le *Daily Express* de Londres du 14 février 1950 :

« Le Professeur Harold C. Urey, qui a découvert l'hydrogène lourd, et un de ceux qui viennent en tête des savants atomistes américains, a dit que l'Amerique n'a pas poussé la bombe à hydrogène parce qu'elle a présumé qu'il faudrait de dix à quinze ans à la Russie pour produire la bombe atomique. Ceci a placé les Etats-Unis dans une position défavorable. Le résultat est une situation extrêmement dangereuse. Il se peut que nous ayions perdu la course aux armements ».

Le magazine américain *Life*, dans son numéro du 13 février 1950, parle du discours du Docteur Harold C. Urey de la façon suivante :

« Il y a d'abord eu cette semaine le discours du Dr Harold C. Urey à nous faire passer le frisson. Ayant découvert l'hydrogène lourd, qui permet la fabrication de la bombe H, et étant un homme qui n'a pas la réputation de parler à tort et à travers, il est difficile de le présenter sous des aspects de prophète de malheur. A cause de ce « préjugé curieux » du Gouvernement et de ceux qui ont déconseillé certaines formes du développement atomique, il se peut que nous ayons déjà perdu la course aux armements, a dit le Dr Urey. Il a déclaré également qu'à partir du moment où cette course était engagée pour de bon, il lui fallait très malheureusement constater qu'on aurait dû pousser et fabriquer la bombe à hydrogène. I. entrevoit qu'au cas où les Russes l'auraient construite les premiers, un ultimatum lancé dans de telles conditions rendrait l'emploi même de la bombe inutile ».

Les nationalistes peuvent seuls donner la véritable explication de l'échec américain de la fabrication de la bombe à hydrogène. C'est simplement que les Juifs qui occupaient une situation éminente dans le Gouvernement démocrate américain ne voulaient pas fabriquer cette super arme qui pourrait régler son compte au rêve communiste de conquérir le monde. En même temps, ils permettent le vol sous leur nez des secrets vitaux de la bombe atomique et de la bombe à hydrogène.

Hilary COTTER.

Ceux qui rêvent d'un gouvernement mondial

Les Etats-Unis d'Amériques du Nord se trouvent depuis le début de l'année devant des réflexions qui pourraient rendre indispensable une réorganisation de la défense de leur pays. Ce n'est pas un pur hasard que justement au moment actuel des groupes d'espionnage aux puissantes ramifications sont découverts dans chaque établissement industriel américain auquel était confié le développement des instruments de radar. D'autre part, des rapports nous éclairent sur le plan stratégique soviétique.

***

Vis-à-vis de l'augmentation des forces de l'Union Soviétique dans le domaine des armes nouvelles et atomiques, pour la première fois la semaine passée, des voix américaines officielles firent valoir hautement que la création de nouvelles armes impliquait un changement de la stratégie générale du système du pacte atlantique, et déchargeait les U.S.A. de l'entretien de leurs troupes stationnées en Europe. Ces remarques nous font souvenir involontairement d'une déclaration de l'ancien chef de l'état-major de l'aviation U.S., le général Spaatz, faite il y a un an et demi, le 22 avril 1952. Il déclara devant la commission du Sénat pour les préparatifs de guerre, « que l'Union Soviétique possèderait en 1954 un grand stock de bombes à hydrogène ». On ignora cette affirmation comme exagérée, et rien ne fut entrepris du côté des U.S.A. pour accélérer le développement de la bombe à hydrogène.

Si l'on pousse encore plus loin la recherche des causes de la situation désagréable de l'Amérique, on découvre que ce n'est

pas seulement une certaine « légèreté » américaine, ni un manque de réflexion qui en sont responsables, mais au contraire ce clan déterminé qui est chargé aux U.S.A. de la course aux armements atomiques entre les grandes puissances, selon un plan donné, et avec des buts égoïstes.

Robert Oppenheimer a publié récemment dans la significative revue trimestrielle américaine « Foreign Affairs » un article sous le titre « Atomic Weapons and American Policy » (les armes atomiques et la politique américaine). Oppenheimer croit qu'il est peu important de posséder le plus grand nombre de bombes atomiques. Ce qui reste décisif, c'est de pouvoir les utiliser le premier. « On peut au moins prétendre avec certitude, au point de vue strictement technique, qu'un temps viendra où l'art du lancement de la bombe et l'art de la défense auront une plus grande importance militaire qu'une supériorité numérique en munitions atomiques ».

Oppenheimer — dont le frère est communiste — est demeuré encore maintenant fidèle à son vieux principe. A l'époque ou il devint clair que l'Union Soviétique avait la possibilité de construire des bombes à hydrogène, il avait, en tant que président de l'U.S. Atomic Advisory Committee, protesté contre la construction de la bombe à hydrogène aux U.S.A. Que l'on compare aux déclarations d'Oppenheimer un reportage du *London Daily Telegraph* du 6 février 1950, et les possibilités politiques du problème militaire apparaîtront tellement visibles que l'on pourra reconnaître, aussi, son influence sur la politique de l'Europe. Après ce reportage du *London Daily Telegraph*, un haut fonctionnaire de l'entreprise de recherche atomique de Los Alamos, le demi-juif Hans Bethke — un protégé d'Einstein — avait envoyé au président U.S. de l'époque, Truman, la prière de ne pas jeter la bombe à hydrogène sur l'Union Soviétique, tant que cette dernière ne l'aurait pas jetée elle-même sur les U.S.A.

*
* *

Celui qui suit attentivement ce périlleux mouvement de balancier doit obligatoirement aboutir au fait surprenant qu'aux U.S.A. il y avait au moins autant de personnes influentes qu'à Moscou intéressées au développement le plus rapide de la production de bombes atomiques soviétiques, pour établir ainsi un équilibre entre les deux puissances. L'idée de la « balance of power », recette des impérialistes et dogme des cercles intéressés, n'est pas si neuve ! Muni de cette formule, un petit groupe d'experts atomiques et financiers américains, tout en évitant prudemment d'informer le public, a maintenu depuis 1945 une poli-

tique d'« appeasement » et de « containement », en vue de l'établissement d'un équilibre entre les Etats-Unis et la Russie comme facteur de stabilisation pour un partage d'influence déterminé. Ici se pose la question : ces cercles, avec leur jeu dangereux, étaient-ils certains d'une puissante contrepartie à Moscou, garantissant un équilibre paisible de la part de la Russie, jusqu'à ce qu'une liaison idéologique et religieuse ait pu conduire au succès? On ne se trompe pas en avançant que le garant de la paix fut Lawrenti Béria.

Le journal *Die andere Seite*, connu pour ses informations excellentes, écrivait dans son numéro 9/IV peu de temps après la chute de Béria « Nous nous souvenons de la dernière visite à Moscou du grand banquier Baruch, des U.S.A., venu converser avec Staline et Béria, Baruch est non seulement un banquier et le roi occulte de l'Ouest, honoré par des visites d'hommes d'Etat (avant tout Churchill), il est non seulement le conseiller des présidents américains, de Wilson à Roosevelt et Eisenhower, mais aussi l'homme le plus important de la commission atomique des Etats-Unis. Béria tenait ce rôle du côté opposé. Est-il possible que les conférences de ces deux hommes compétents aient mené à des garanties réelles ? »

Nous savons aujourd'hui que, peu de temps après la disparition de Béria, Malenkow a levé le secret de la bombe à hydrogène soviétique. Ce n'était pas seulement cette publication qui ouvrait une nouvelle étape de l'actualité du monde : le point culminant de la politique d'après-guerre a été atteint parce que les révélations de Malenkow succédaient à la chute de Béria.

*
* *

Cette nouvelle situation obligeait les groupes intéressés à New-York, auxquels appartiennent des hommes influents tels que James P. Warburg et H. Lehmann, à reviser leurs plans d'avenir, qui escomptaient l'ascension des « initiés » dans un Etat des Nations-Unies si les négociations avaient pu être menées à bonne fin. Mais il est possible que ces financiers progressistes de New-York ne renoncent pas à leur tactique éprouvée, aussi longtemps que la politique intérieure de Malenkow paraît leur promettre le retour à certaines idées fondamentales de Lénine. Cet espoir est actuellement souvent exprimé par des propagandistes de l'émigration est-européenne, influencée par Trotzky, cette troupe que New-York tient en réserve pour le V. Day sur le socialisme stalinien. Un vieux membre du parti communiste polonais, Isaac Deutscher, qui vit en Angleterre et qui est fort estimé comme porte-parole des idées de Trotzky, croit même en l'éta-

blissement par Malenkow d'une certaine démocratie intérieure de partis. La demande de Churchill de continuer les soi-disant « discussions de paix avec l'U.R.S.S. », même après la chute de Béria, ne se fonde donc pas uniquement sur l'idée que Malenkow ne s'intéresse pas à l'Europe. Les réflexions de Churchill semblent être dominées par des considérations idéologiques, tactiques et stratégiques.

La proposition de Churchill en faveur d'un Locarno de l'Est montre dans quelle mesure les conceptions de Churchill sur l'Europe occidentale concordent avec celles de certains cercles américains formant le contre-poids aux intérêts de Rockefeller.

On peut regarder aujourd'hui comme prouvé que cette idée prit son origine à Moscou, et arriva par Belgrade au Foreign Office. Selon cette conception, la Pologne devrait continuer à être le satellite de l'U.R.S.S., ce qui aboutirait à une reconnaissance du *statu quo* actuel à l'Est de l'Europe par les puissances de l'Ouest, situation dont M. Warburg se montre justement si enthousiaste dans ses écrits, et que le porte-parole de Baruch, Herbert Lehmann, illustre lorsqu'il affirme que les intérêts nationaux des Soviets seraient menacés par une politique américaine de « libération », tandis que les U.S.A. ont tout à gagner à ce que le titisme s'installe aussi au Kremlin. Le journal *Tat*, de Zürich, met en garde au contraire contre les « illusions » que l'on pourrait fonder sur une reconnaissance du *statu quo* territorial dans l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. L'idée de Churchill d'un Locarno de l'Est est certainement très dangereuse, parce qu'elle contient une concession territoriale de principe.

Cette paix à la Warburg ne devrait intéresser personne, parce que nous savons que sa base fausse d'un internationalisme bourgeois et capitaliste est vouée à l'échec, et repose sur des espoirs identiques à ceux que, par exemple, Isaac Deutscher met en Malenkow.

Les hommes qui, comme nous, placent leur propre idéal au-dessus d'une puissance internationale, ne doivent pas participer actuellement à une politique de coalition internationale, mais se mettre dès demain au service d'une révolution nationale, si elle se produit dans l'un ou l'autre des Etats en cause : car nous ne sommes ni contre les Américains, ni contre les Russes.

Franz NEUBERG.

(*Der Weg*)

Politique et politiciens d'hier et d'aujourd'hui

L'élection présidentielle de Versailles a ramené, pour un temps, l'attention des Français sur l'Elysée et ses hôtes.

L'Elysée a inspiré à M. Merry Bromberger un petit livre de lecture facile et de présentation agréable (*Le roman de l'Elysée, Fayard,* éd.). C'est l'histoire du palais que fit construire le comte d'Evreux pour devenir gouverneur de l'Ile-de-France, depuis son inauguration par le Régent jusqu'à l'aurore du règne de M. René Coty. Que d'ombres illustres ! Louis XV, Murat, Napoléon Ier, le Roi de Rome, Alexandre III, le duc de Berry, Napoléon III, M. Thiers... Côté femmes, la comtesse d'Evreux n'y habita point, mais la marquise de Pompadour le fit reconstruire et l'aménagea, deux siècles avant les transformations conçues et dirigées par « Michèle », comme le *Populaire* de 1947 appelait Mme Vincent Auriol, devenue depuis peu « première dame de France ». Ombres plus ou moins ravissantes : Mathilde d'Orléans duchesse de Bourbon; Joséphine de Beauharnais; Marie-Louise; Marie-Caroline de Naples, dont Louis XVIII disait : « Yeux, nez, bouche, rien n'est joli. Tout est charmant »; la princesse Mathilde; l'impératrice Eugénie; les « femmes » de M. Thiers... Depuis Mme Grévy, la qualité a baissé, le pittoresque aussi. Par bonheur, il y eut les maîtresses de Félix Faure, Mme Steinheil et... Cécile

« La Galerie des soliveaux » : c'est ainsi que M. Bromberger qualifie la suite des présidents de la République. Cette suite se doubla, sur le plan de la cocasserie parisienne, d'une suite de chansons. M. Guy Breton rappelle, dans une savoureuse rétrospective (*Nos présidents dans la chanson*, Miroir de l'Histoire, décembre 1953), que tous nos présidents, de Thiers à M. Auriol ont été mis en couplets. Il ne rappelle pas comment Dominique Bonnaud

« célébra » le mariage de Mlle Fallières avec M. Lannes, secrétaire général de la présidence, — ni la satire plus récente :

Il n'a pas abîmé son pyjama.
C'est épatant, mais c'est comme çà !

Il était impossible de tout citer. Au surplus, lorsqu'il tomba sur le ballast, M. Deschanel était, parait-il — voilà bien l'histoire prosaïque ! — vêtu d'une chemise de nuit.

Telle est, du moins, la version qui me vient directement d'un ministre de l'époque, dont la mémoire est vigoureuse. Ce n'est pas celle que donne, dans son *Histoire des présidents de la République* (Amiot-Dumont, éd.), M. Adrien Dansette. Pour M. Dansette, Deschanel était réellement en pyjama : voilà un point d'histoire qui pourrait être aisément et définitivement éclairci.

De même, touchant la mort de Félix Faure, les témoignages retenus par M. Dansette semblent différer un peu de celui de Bravais, huissier du Président, tel que le relate, dans ses plaisants *Souvenirs d'un avocat de la belle époque* (Edit. universelles), Me Georges Guilhermet.

Me Guilhermet a reçu les confidences de Bravais lui-même. Il nous apporte des précisions sur les aphrodisiaques, dont s'abreuvait Félix Faure, et sur sa dernière fredaine.

« Mme Steinheil était depuis quelques instants dans le cabinet présidentiel, lorsqu'on entendit soudain des cris de femme qu'on égorge... Stupeur ! On frappe à la porte du Président, pas de réponse, on court prévenir les officiers de la maison militaire, ils enfoncent la porte... Quel spectacle ! Vêtu seulement de ce gilet de flanelle que nos grands-mères nous recommandaient de ne quitter que pour en changer, le Président était allongé sur le tapis, inanimé, et tenant fortement de sa main crispée la longue chevelure de sa visiteuse, le seul voile qu'elle avait conservé ».

Mme Steinheil, délivrée par Bravais, quitta l'Elysée nue sous le manteau de zibeline de Mme Faure.

Pour M. Dansette, comme pour M. Bromberger, c'est sur un canapé — toujours offert à la curiosité égrillarde des visiteurs — que le Président s'effondra. Peut-être est-ce Mme Steinheil qui, en se débattant, le fit tomber sur le tapis : autre point d'histoire à éclaircir. De même, il s'agirait de savoir si l'anecdote du prêtre, requis dans la rue pour absoudre Félix Faure et recevant à sa question : « M. le Président a-t-il encore sa connaissance ? » cette réponse d'un factionnaire : « Non, Monsieur le Curé, elle est partie il y a un quart d'heure », est véritablement authentique Pour Me Guilhermet, elle l'est. Pour M. Dansette, elle ne l'est pas. Si, comme le dit Me Guilhermet, ce prêtre fut sollicité par Bravais, elle aurait, pourtant, ses chances d'exactitude.

M. Dansette ne dit pas que, installé sur son lit de parade, revêtu de l'habit et ceint du grand cordon de la Légion d'Honneur, Félix Faure ne put, d'abord, être chaussé. Ses pieds avaient tellement gonflé qu'il fallut leur passer les gros souliers du concierge.

Mais l'historien des présidents nous donne les deux mots de la fin de cette étonnante histoire. Celui de Mme Faure : « C'était un si bon mari ! ». Et celui de Clemenceau : « Cela ne fait pas un homme de moins en France... Je vote pour Loubet ! ».

*
* *

Des négligences de forme — sinon de fond — prêteraient à penser que M. Dansette a écrit son ouvrage en trop grande hâte. Peut-être, le 17 décembre approchant, MM. Amiot et Dumont se faisaient-ils pressants. Peut-être aussi M. Dansette s'est-il lui-même trop amusé en écrivant ces 300 pages pigmentées d'anecdotes aussi drôles qu'instructives.

Il redresse, au passage, quelques erreurs. Clemenceau n'aurait jamais lancé le mot qu'on lui prête au détriment de Loubet : « Je vote pour le plus bête ! » Le 3 décembre 1887, à Versailles, avant l'élection de Carnot, il a dit : « Carnot n'est pas très fort et c'est en outre un parfait réactionnaire ; mais il porte un nom républicain et, d'ailleurs, nous n'avons pas mieux. » Voilà tout !

Il est courant d'affirmer que Millerand, en 1924, a rappelé Briand de Cannes, où le traité de Versailles subissait ses premières atteintes. Autre erreur. Certes, Millerand prit alors des initiatives hardies, qui témoignaient de sa certaine méfiance envers le président du Conseil. Mais c'est Briand qui, sentant cette méfiance, donna de son plein gré sa démission, au sortir d'une séance de la Chambre et à l'issue d'un discours amer. « D autres feront mieux ! » Hélas !...

Du livre de M. Dansette, Poincaré ne sort pas grandi : le formalisme paralysait et raidissait encore ce légiste froid, désagréable, cassant, et les raisons secrètes de son duel avec Caillaux vaudraient d'être connues. Par contre, l'avenir sera, sans doute, bienveillant pour Fallières. Deschanel, délivré du ridicule dont on l'a cruellement affublé, reprend ses avantages. Doumergue ne fut pas que sourire : il était fin et habile, un artiste de la fermeté. Mais c'est Millerand qui fut, sous la IIIe République, la personnalité la plus puissante de l'Elysée : aussi bien en fut-il chassé.

Car, dans la vie publique comme en tous les domaines, les grands honneurs sont, sauf circonstances exceptionnelles, réservés aux médiocres. Sous l'ancien régime, l'autorité royale permettait à Richelieu ou à Colbert de gouverner. Déjà, la révolution

approchant, Maurepas l'emportait sur Maupeou et Necker sur Calonne. Depuis lors... Ferry fut battu par Carnot, Waldeck-Rousseau par Félix Faure, Clemenceau par Deschanel (1). Et ni Caillaux, ni Tardieu, ni Monzie, jugés insupportables à la présidence du Conseil ou à la tête de leurs départements ministériels, ne songèrent jamais à postuler la « magistrature suprême ». On connait le mot de Casimir-Périer : « Le président de la République n'est qu'un maître des cérémonies ». On connait aussi le mot de Clemenceau : « Il y a deux organes inutiles ; ma prostate et la présidence de la République ». On connait moins celui de Tardieu : « Ce qu'on nomme à Versailles, ce n'est pas un chef d'Etat, mais l'esclave d'un métier. » Quant à Briand, sollicité de succéder à Deschanel, il expliquait : « C'est assommant d'être le bœuf gras ! »

S'il veut agir efficacement, M. René Coty aura du fil à retordre.

*
* *

Il devra, d'abord, résoudre un problème de majorité. Qui succédera, après son holocauste, au pâle M. Laniel ?

Sapiens pose nettement le problème : *Mendès ou Pinay ?* (Grasset, éd.). Les deux hommes ont leurs chances et leurs chantres.

Une publicité de bon aloi s'est organisée autour du nom de M. Pinay. MM. A. Derome (*La dernière carte*, éd. Médicis) et Jean Couramiaud (*Antoine Pinay, cet honnête homme*, E.T.L. à Bourg) ont utilement rappelé les titres de l'ancien président du Conseil à notre sympathie : sa simplicité, son bon sens, son honnêteté, son application au travail, son dévouement au bien public, son absence d'ambition qui lui faisait répondre, en juillet 1950, aux offres de M. René Pleven : « J'ai déjà été membre du gouvernement. Un autre serait tellement heureux de le devenir ! » Et son horreur des systèmes, qui lui faisait dire : « Je n'ai pas de plan. Je n'ai pas de projets... La politique est une forme de la logique, mais c'est une erreur de l'esprit cartésien d'appliquer une doctrine à tout prix, même si les faits de chaque jour ne la justifient pas ».

M. Mendès-France dispose de thuriféraires aussi chaleureux. A la différence de M. Pinay, il sait les susciter et les utiliser. On doit s'attacher facilement à cet homme intelligent, brillant, qui a du caractère, qui parle et écrit bien. Il a du style, eût dit Monzie. Il a, comme Paul Reynaud, le goût des formules bien frappées,

(1) E. Beau de Loménie. — *L'échec de Clemenceau à la présidence de la République*, Miroir de l'Histoire, décembre 1953.

des projets, des plans. L'empirisme répugne à cet intellectuel. Peut-être a-t-il sur M. Pinay une supériorité : il n'exercerait le pouvoir que s'il était assuré de l'exercer durablement. C'est bien cette éventuelle durée d'un gouvernement Mendès-France qui inquiète l'observateur sagace qu'est Sapiens.

Il y avait beaucoup d'habileté dans le discours d'investiture, que M. Mendès-France prononça, le 3 juin 1953, devant l'Assemblée nationale. Pas de démagogie apparente. Un langage nouveau, qui nous entraîne aux antipodes des déclarations à la Queuille ou à la Ramadier, ces demi-ratés de la IIIe République promus au rôle d'oracles par la IVe. « Gouverner, c'est choisir... Les véritables économies sont productives... La Défense nationale doit être moderne et efficace... La République a besoin de savants... Aucun pays, aussi glorieuse que soit son histoire, ne peut fonder son autorité sur le respect qu'inspire son passé... La politique étrangère de la France, c'est d'abord son redressement intérieur... La France doit limiter ses objectifs, mais les atteindre... Il y a toujours des médecins tant-mieux qui préfèrent les bonnes paroles et les expédients. Ils ne font confiance ni au bon sens, ni à l'énergie, ni au courage de la Nation. Ce sont des pessimistes... Le gouvernement doit, à chaque instant, pouvoir agir comme s'il était assuré de durer vingt ans.., Aucune préoccupation de dosage ou de susceptibilité, aucune pensée autre que celle de l'intérêt général ne devront, demain, faire obstacle à la constitution d'un gouvernement qui ne sera ni celui d'une coterie ni celui d'un parti, mais le gouvernement de la France... Je veux répondre à l'attente de toute cette jeunesse française qui va se laisser aller au découragement, au désespoir et au dégoût si nous restons silencieux et inertes devant son angoisse croissante... La nostalgie de la douceur de vivre ne fournit pas une règle de conduite... Autour de nous, le rythme des évolutions et des transformations est vertigineux. Un monde dur et réaliste est impitoyable à ceux qui traînent sur la route... (« *Gouverner, c'est choisir* », Julliard éd.)

Sapiens a résisté aux appels de la sirène. Il a serré les phrases séduisantes et souligné le danger inclus dans leur imprécision. Leur clarté dissimule d'inquiétantes perspectives. Ce sont ces perspectives que Sapiens découvre, aidé, lui aussi, par sa subtilité et ses formules. L'Indochine, l'Europe, l'Afrique du Nord, le dirigisme économique, sur tous ces points il redoute les solutions auxquelles M. Mendès-France pourrait être conduit. Son plaidoyer pour la Communauté Européenne de Défense est un modèle du genre, d'autant plus remarquable que chez l'auteur perce une certaine méfiance des avocats. Il conclut en souhaitant le retour de M. Pinay, apte à faire prévaloir, débarrassées de toutes scories idéologique, les solutions de bon sens : l'organisation économique et militaire du continent. « Nous arrivons au tournant décisif de

la législature, de l'Europe, du XXe siècle, — et c'est la France, malgré sa faiblesse, qui peut orienter le cours des événements ».

Mais politique d'abord ! Que M. Pinay n'oublie pas que, sans bon outil, il ne fera rien de bon. Or, la constitution est mauvaise et il ne prête pas encore une oreille assez attentive aux enseignements de ses grands prédécesseurs : Millerand, Doumergue, Tardieu, victimes de l'impuissance d'un régime qui faisait bonne figure, pourtant, auprès de sa caricature, que nous devons aux efforts conjugués de MM. de Gaulle, Bidault et Thorez.

*
* *

Cette sorte de refus — car il ne s'agit, certes, pas d'incapacité — à dominer le problème de l'État rapproche encore M. Pinay de Pierre Laval, auquel il ressemble à tant d'égards. « Mon cher collègue, quand vous faites votre marché... », explique un jour, M. Pinay à un député d'allure aristocratique. Le député sursaute. « Envoyez-moi votre cuisinière, rectifie M. Pinay. Je lui expliquerai..., elle comprendra. » On retrouve Pierre Laval dans des propos de ce genre.

La politique de l'ancien chef du gouvernement de Vichy, qui fut, sous la IIIe République, trois fois président du conseil, a déjà donné lieu à une littérature abondante. La liste sera longue des témoins et des commentateurs, qui apporteront aux historiens de notre récent passé leurs souvenirs et leurs gloires. Il faut être aveuglé par la passion pour ne pas se rendre compte que Pierre Laval prendra rang parmi les serviteurs les plus passionnés de la patrie.

« Criminel de paix » : ainsi l'appelle M. Jacques Guérard, son ancien collaborateur. Le petit livre de M. Guérard (Nouvelles éditions latines) eût sans doute gagné à être mieux présenté. Mais ceux pour qui seul le fond importe ne trouveront rien à redire à cette explication documentée de la politique suivie par Pierre Laval sous l'occupation, de juillet à décembre 1940 d'abord, puis d'avril 1942 à août 1944.

La paix, Laval la servait avant 1939, quand il mettait tout en œuvre pour la sauver. L'histoire de sa rencontre, en 1935, avec le futur Edouard VIII ne manquera pas d'impressionner le lecteur. Quels mobiles secrets découvrirait-on derrière l'abdication forcée de l'ancien roi d'Angleterre ? Les connaîtrons-nous un jour ? La Grande-Bretagne, comme la France, a pratiqué les éliminations criminelles.

La paix : c'est elle encore que Laval servait, après l'armistice, quand il déclarait à l'amiral Leahy : « Cette guerre est une guerre civile dont Staline sera le seul vainqueur ». Son but nous le con-

naissons : il ne faut pas que la France soit victime de l'Allemagne ; mais il ne faut pas, non plus, que la France soit, avec l'Allemagne, la victime de l'U.R.S.S. Devant le danger soviétique, l'Europe est solidaire. La guerre doit être délibérément arrêtée avant que l'équilibre de l'Europe et du monde ne soit compromis. « Il y a pas de victoires illimitées et aucune puissance, pas même les Etats-Unis, ne peut tout. »

Ces avertissements se perdaient dans le bruit des toasts qu'échangeaient M. Roosevelt, M. Churchill et le bon oncle Joe, aux applaudissements du général de Gaulle et sous les bénédictions conjuguées du doyen de Canterbury et des financiers de Wall Sreet. Incompris, livré à lui-même, nous voyons Laval aux prises avec des difficultés croissantes, dressé contre des événements de plus en plus dramatiques. Il proteste contre la mainmise allemande sur l'Alsace, assure ses interlocuteurs nazis que jamais il ne signera un traité qui mutile la France (« Pour cela, vous irez chercher Léon Blum ou Paul Reynaud. »), profite de la relative sympathie que lui témoigne Hitler pour échapper aux foudres de son entourage, marchandant contre des mots des avantages substantiels, gardant ses compatriotes des réquisitions de Sauckel et des traîtrises de l'intérieur, leur évitant le gauleiter sans pouvoir hélas, en fin de compte, leur éviter de Gaulle. Tout cela avec un réalisme exemplaire et le dédain de la popularité. « J'ai les pieds enfoncés dans le terroir comme si j'y étais déjà enterré », dit-il Et encore : « J'accepte pour ma personne de courir tous les risques pourvu que je puisse faire courir à la France sa chance. »

Certains passages du livre sont particulièrement importants : les raisons, par exemple, de la fameuse phrase : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, le bolchevisme s'installera partout en Europe ». — ou la relation des entretiens Laval-Herriot d'août 1944.

M. Guérard affirme que le Procureur général Mornet ne pouvait légitimement accuser Pierre Laval qu'en requérant au nom du Komintern. C'est l'évidence même. Peut-être eut-il bien fait de terminer son récit sur cette idée.

M. Yves-Frédéric Jaffré devait défendre Pierre Laval avec Me Albert Naud et Me Jacques Baraduc. Il rend publics les propos du Président, qu'il recueillit à la prison de Fresnes (*Les derniers propos de Pierre Laval*, édit. André Bonne).

Témoin, Me Jaffré rappelle l'ignoble parodie de justice après laquelle le général de Gaulle n'hésitera pas à ordonner l'assassinat de son adversaire politique. Nous revivons les heures les plus honteuses de la révolution de 1944 : l'acharnement des profiteurs de cette révolution autour d'un moribond vêtu de bure qui, par quatre fois, avait gouverné la France. Toute la bassesse de l'époque s'est donné rendez-vous là. De Gaulle ayant ordonné qu'on en finisse tout de suite et par n'importe quel moyen, ses fonction-

naires rivalisaient de servitude — du directeur de l'administration pénitentiaire aux magistrats qui proposaient que le mourant fût ficelé sur une chaise ou sur un brancard pour être fusillé. Quant à l'Ordre des Avocats, il avait jugé bon de radier Pierre Laval avant toute condamnation, avant même son retour en France. Combien faudra-t-il de temps et de générations pour laver la France de ces souillures ?

Confident, Me Jaffré rapporte avec talent ses entretiens avec Pierre Laval. Il ressuscite son personnage et sa conversation familière, la force chaleureuse de ses démonstrations. Nous voyons et entendons Laval, « tour à tour rieur, cocasse, grave, véhément, émouvant, persuasif ». Parlant du comte de Paris, il dit : « C'est un homme bien élevé ». D'Albert Lebrun : « J'ai toujours pensé qu'il n'était pas plus fait pour occuper les hautes fonctions qui étaient les siennes que moi pour faire un archevêque ». Il appelle de Gaulle « un travailleur du chapeau de première grandeur » ou « un grand matamore » et voit en Edouard Herriot « un homme qui manque de caractère ». Constatant la place que les alliés ont laissé prendre à Staline en Europe et celle que de Gaulle a donné aux communistes en France, il s'écrie : « Tout cela me paraît d'une stupidité monstrueuse et fait penser à un type qui ferait exprès d'attraper la vérole ! » Et, toujours, ce patriotisme passionné : « J'aurais dit et fait n'importe quoi pour éviter de nouveaux malheurs à mon pays ».

Homme d'Etat véritable, Pierre Laval est, pourtant, resté fidèle à un régime qui nous a valu la défaite de 1940 et qui, réinstauré avec de plus graves défauts par le général de Gaulle, nous conduira à d'autres catastrophes. Des réformes ? Oui... Mais, telle qu'elle était, la IIIe République n'était pas très éloignée de son idéal. Il s'explique : « La IIIe République possédait à mes yeux deux vertus essentielles : le respect de la liberté individuelle et la possibilité, pour des jeunes hommes intelligents et travailleurs, de s'y élever et de s'y faire une place en rapport avec leurs capacités... J'ai une dette de reconnaissance envers ce régime ».

Sur le respect de la liberté individuelle, il y aurait beaucoup à dire. Et il y a tout le reste : le sabotage permanent des intérêts généraux du pays par des factions et des appétits, que Pierre Laval, pourtant constatait et dénonçait.

De tout ceci faut-il conclure qu'il y a deux écoles d'hommes d'Etat : ceux qui se croient capables de suppléer, par leurs propres qualités, aux défauts d'un système dégénéré ; ceux qui, pour gouverner utilement veulent d'abord créer un autre système ? Tardieu était de ceux-ci, Laval de ceux-là.

Aujourd'hui, dans la déconfiture de nos institutions, c'est d'un Tardieu que nous aurions besoin.

M. René Coty le trouvera-t-il ? Louis GUITARD.

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

"COMBAT" ET LE "MONDE" DECOUVRENT UNE INTERNATIONALE NAZIE

Il fallait s'y attendre. Le Mouvement Social Européen, qui est en cours de constitution, dont nous ne savons pas même exactement quand il sera constitué, est déjà une « Internationale néo-nazie ». C'est « Combat » et « Le Monde » qui veulent bien se donner la peine de nous l'apprendre, d'après un de leurs confrères suédois, qui paraît infiniment mieux renseigné que nous sur ce que nous sommes en train d'entreprendre.

Il y a un an environ, les premiers lecteurs de « Défense de l'Occident » peuvent s'en souvenir, nous proposions la constitution d'un Mouvement auquel nous voulions donner alors le nom de Mouvement Populaire Européen. Il paraît que, de ce moment-là, ce Mouvement avait déjà un lourd passé. Notre savant confrère suédois a découvert qu'il était dès 1946 en relation avec le fameux Werner Naumann, dont les biographes affirment pourtant qu'il se trouvait, à cette date, employé comme maçon, sous une identité inconnue de tous, dans un chantier qui n'est pas autrement précisé. La truelle de Werner Naumann rapportait gros dès cette époque. Notre savant confrère suédois sait que nous avions à notre disposition « une somme de plus de trente millions de couronnes, soit plus de deux milliards de francs », que nous consacrâmes à aider les Allemands, initiative typiquement néo-nazie à cette date.

Il est fâcheux pour notre confrère suédois que nous ayons encore assez de mémoire ou de documentation pour découvrir qu'en effet, à cette époque, une organisation de bienfaisance suédoise appelée « l'Aide aux enfants allemands » recueillit, en effet, des sommes assez importantes pour envoyer du lait condensé, des lainages et des farines lactées à de redoutables néo-nazis de dix-huit mois qu'on venait d'expulser de l'Allemagne Orientale avec leurs parents, au cours d'une vaste opération de nettoyage touchant douze millions d'habitants. Cette « organisation à buts politiques », comme dit « Combat », poussa l'impudence jusqu'à construire

des villages entiers de baraquements et les « organisateurs » dissimulèrent assez bien leur néo-nazisme pour être reçus et remerciés officiellement par l'épiscopal allemand luttérien et les représentants du gouvernement.

Comment passe-t-on de là au Mouvement Social Européen ? « Combat » semble assez indifférent à cette transition. Per Engdahl n'est-il pas Suédois ? Cela ne vous suffit pas ? Il est pourtant clair que puisque Per Engdahl est Suédois, la Suède étant grande comme un mouchoir de poche, il a dû connaître ces autres Suédois, dangereux amateurs d'objets tricotés.

« Toute cette activité, enchaîne bravement « Combat », aurait abouti à la création du Mouvement Social Européen. » A ce point de son récit, « Combat » se voile la face et déroule avec horreur la liste des révélations qu'on peut trouver depuis plusieurs mois dans « Défense de l'Occident ». Il y aurait dans le bureau le Docteur Per Engdahl, l'Allemand Karl-Heinz Priester, le Professeur Ernesto Massi et le Français Maurice Bardèche. D'innombrables partis, dont on donne la liste terrifiante, auraient déjà donné leur adhésion. Quinze organisations néo-nazies fonctionnent en France et, naturellement, elles ont été les premières à rejoindre. Cinquante journaux pro-nazis nous donnent leur appui et un service de presse international fonctionne déjà.

Dans l'état actuel de notre information, nous serons plus modestes que « Combat » et « Le Monde » : il nous est impossible de confirmer, ou de démentir les précisions données par nos honorables confrères. Nous savons seulement, comme il a été annoncé dans « Défense de l'Occident » que le Mouvement Social Européen ne recevra pas l'adhésion de partis, ou de mouvements en tant que tels, mais qu'il sera formé de sections nationales en cours de constitution. Ces sections nationales, nous souhaitons qu'elles aient la base la plus large possible. Mais nous ne saurons ce qu'elles sont que lorsqu'elles auront été définitivement constituées. Il est très vraisemblable qu'un grand nombre de groupements ont été consultés à ce propos et le nombre des groupements consultés est probablement beaucoup plus élevé que celui de la liste citée par mon estimable confrère. Seulement nous ne croyons pas que cette consultation ait jamais été étendue à quinze « organisations » françaises néo-nazies, dont l'activité est si discrète que nous ne l'avons jamais vue se manifester par le moindre signe d'existence.

Comment peut-on dire d'avance qu'un mouvement en cours de constitution est « néo-nazi », alors qu'on ne sait pas encore exactement sur quels éléments il s'appuyera, c'est là un grand mystère de l'information journalistique. Ou plutôt, c'est un grand prodige, dont nous félicitons « Combat », « Le Monde » et notre savant confrère suédois. C'est même une date dans l'histoire du journalisme. Car, désormais, nous n'aurons plus besoin de voir les événements s'accomplir pour savoir ce qu'ils sont. Nous saurons d'avance où le dernier « Comet » s'est abattu avant qu'il se soit envolé et il suffira qu'on vous trouve une drôle de mine pour vous envoyer en prison comme ennemi de l'Etat.

Que des indépendants, des nationaux, des syndicalistes, des sans-parti de tous les pays d'Europe confrontent leurs idées sur la Communauté Européenne, qu'ils refusent la tutelle du capitalisme international aussi bien que le contrôle de Moscou, ce n'est même pas la peine de les écouter et de savoir ce qu'ils disent : puisque ce ne sont pas des hommes du « sy tème », ce qu'ils font et qu'on ne sait pas encore, quoi que ce soit, c'est sûrement du « néo-nazisme ». « Combat »

ne sait pas qui est Per Engdahl, il ne sait pas qui est Priester, il ne sait pas qui est Massi, il ne se soucie pas de savoir quelles sont nos idées : il suffirait pour cela de lire « Défense de l'Occident », mais il est tellement plus simple de nous déclarer « néo-nazis » puisque après tout nous ne sommes ni communistes, ni marxistes, ni radicaux, ni démocrates-chrétiens. Quand on ne veut pas se faire tuer pour les banquiers de Wall-Street, quand on n'aime pas M. Monnet, quand on réclame la propreté, l'indépendance et la clarté, qu'est-ce qu'on peut bien être sinon un néo-nazi ? On n'a vraiment pas besoin de savoir ce que nous voulons faire : on n'est même infiniment plus à l'aise en ne cherchant pas à le savoir du tout.

D. O.

LA MESSE ANNIVERSAIRE

DE ROBERT BRASILLACH

La messe anniversaire pour Robert Brasillach aura lieu le samedi 6 février à 8 h. 45 à l'église Saint-Séverin, rue Saint-Séverin (Métro : Saint-Michel), comme les années précédentes.

On nous annonce, d'autre part, que le Mouvement « Jeune Nation » a pris l'initiative d'inviter quelques camarades habitant Paris à aller se recueillir, le dimanche 7 février, sur la tombe de Robert Brasillach, au Père-Lachaise. (Rendez-vous à 10 h. au métro Philippe-Auguste). Nous invitons également nos amis à se joindre à ce pèlerinage.

LE CONGRES DU M. S. I. A VIAREGGIO

Le Congrès de Viareggio a été pour le M.S.I. un grand succès qui a prouvé une fois de plus la solidité du jeune parti national italien et sa cohésion. Contrairement aux prophéties habituelles de ses adversaires, l'unité du M.S.I. est sortie renforcée de la confrontation loyale des tendances. Trois ordres du jour ont été présentés, qui correspondaient aux trois tendances du mouvement, celle de gauche, celle du centre et celle de droite. La motion du centre a recueilli 246 voix, celle de gauche 160, celle de droite 120. Il a été décidé de tenir compte du nombre des voix recueillies par chaque tendance pour fixer la composition du nouveau Comité Central, ainsi que le bureau politique.

A l'ouverture du Congrès, le Commandant Valerio Borghèse, Président du M.S.I., a salué les congressistes et lecture a été donné d'un message du Maréchal Graziani. Le Secrétaire Général de Marsanich, a résumé, ensuite, dans un important discours l'activité du parti depuis un an et demi, et il a exposé les principes de son orientation politique. Puis, avec Almirante commença la discussion des motions. La motion du centre, rédigée par de Marsanich était appuyée par Almirante et les autres membres du bureau politique, la motion de droite était présentée par Pino Romualdi, la motion de gauche par Ernesto Massi.

Dans deux importantes interventions Almirante et Anfuso définirent, l'un la politique intérieure du M.S.I., l'autre sa politique étrangère et, en particulier, sa politique européenne, dont nous parlons plus loin. Au nom de la tendance de gauche, Massi défendit, outre le principe de la cogestion, celui de la participation ouvrière à la propriété des instruments de production par la distribution d'actions plaçant le travail sur le même plan que le capital dans la propriété de l'entreprise.

Le député Giani Roberti combattit le point de vue de Massi au nom de la tendance centriste. Pino Romualdi défendit la tendance de droite en insistant sur la primauté de l'action politique et sur la nécessité d'un Etat autoritaire intervenant comme arbitre. D'autres interventions importantes furent faites par le Sénateur Franz Turchi, directeur du *Secolo*, par le professeur Edmondo Cione, directeur de la revue *Naziolismo Sozigie* de Naples, par l'avocat Tripoli, secrétaire administratif du M.S.I., par le député sicilien, Orazio Santagatti, par les députés Endrich et Enzio Gray. Une des interventions les plus remarquées fut celle d'un nouveau venu, un secrétaire de Fédértaion provincial nommé Grilli qui fit une forte impression. Une délégation de la Phalange espagnole assistait au Congrès et fut chaleureusement applaudie.

Nos camarades Madiran et Christian Errans ont suivi pour *Rivarol* les travaux du Congrès. Ils suivirent ce Congrès, avec le regret, facile à comprendre, qu'un pareil mouvement n'ait pas son équivalent en France. « L'Italie réelle se retrouve à Viareggio, écrivent-ils dans leur premier compte-rendu. Quand la France réelle se retrouvera-t-elle ? »

LA POLITIQUE EUROPÉENNE DU M. S. I.

Devant le Congrès de Viareggio, un discours de Filippo Anfuso a précisé les positions du M.S.I. sur la Communauté Européenne. Ce discours est une prise de position très nette en faveur de la Communauté Européenne, mais contre les formules de Strasbourg, dans lesquelles Anfuso voit très justement une suite et une déduction de l'esprit des procès de Nuremberg.

« L'Occident, c'est nous, a dit l'orateur, et non pas le salmigondis démocrate-chrétien ou communiste. Aujourd'hui, face aux formules fedéralistes occidentales et à la formule bolcheviste de l'Orient, le M.S.I. doit savoir s'attacher au symbole significatif de la nation et mener la bataille pour la formation d'une véritable armée européenne, formée par des Européens indépendants, pour combattre le communisme slave et pour lutter contre le péril des deux blocs antagonistes, caractérisés l'un par le bolchevisme oriental, l'autre par le capitalisme américain.

Le M.S.I. devra surtout s'employer à faire repousser le Conseil de l'Europe, tel qu'il est organisé à présent. J'ai dit tout à l'heure « une armée européenne formée par des Européens indépendants ». Cela veut dire, formée par des hommes appartenant à des nations libres et indépendantes qui ne sont pas les satellites des deux blocs antagonistes. Nous avons le devoir de répudier le principe d'une armée européenne intégrée. Nous dirons « non » au Conseil de l'Europe tel qu'il est conçu actuellement, mais nous dirons « oui » à toute organisation européenne qui se fonde sur le principe national. Nous dirons « oui » à une Europe d'Européens indépendants, nous dirons « oui » à une Europe qui ne divise pas les Européens en citoyens de première et de seconde catégorie, en relégant dans cette dernière ceux qui, ayant été vaincus, ont été placés dans le purgatoire des coupables. On nous fait participer à la C.E.D. comme soldats de seconde classe. Dans ces conditions, nous ne serons jamais pro-atlantiques. Nous ne participerons à la C.E.D. que comme soldats de première classe, comme les autres, comme peuple ayant voix aux conseils, ayant notre place parmi les chefs.

Aujourd'hui, les peuples d'Europe sont enfermés dans une prison, sous la surveillance des grands blocs internationaux, et ils vivent dans un état de sujétion. Les peuples d'Europe continuent à se défier les uns des autres, à se blesser, à se calomnier. Cette situation a pour cause leur égoïsme. C'est cela qui nous sépare, comme entre citoyens de nos propres nations. Nous devons trouver en nous la force d'être unis pour l'Italie qui est notre patrie, et pour l'Europe qui, par cette fraternité seule, deviendra la patrie des Européens. »

VA-T-ON MODIFIER LES CLAUSES DE LA C.E.D. ?

Une importante proposition a été faite par le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique, M. Phollien. Il propose que les clauses de l'actuel traité de la C.E.D. soient revisées, en application d'un des articles du traité lui-même qui prévoit l'ouverture de nouveaux pourparlers pour une modification des clauses, au cas où la ratification n'aurait pas eu lieu dans les six mois qui suivent l'établissement du traité.

Le gouvernement français a fait savoir qu'il était défavorable à une telle initiative. Mais le Sénateur Maroger a déposé une proposition analogue à celle de M. Phollien en se fondant sur la même clause du traité. D'autre part, il semble que la rapidité avec laquelle le Chancelier Adenauer a fait voter les dispositions constitutionnelles facilitant éventuellement de nouveaux débats sur la C.E.D. aient pour objet une éventualité analogue sur laquelle le gouvernement allemand n'a pas pris officiellement position, mais à laquelle il ne semble pas devoir être hostile.

La révision de la C.E.D. entraînerait-elle des retards ? Cela dépend dans quel esprit, elle serait menée et avec quelle volonté d'aboutir. Ces retards nous seront pratiquement imposés par la Conférence de Berlin. Pourquoi ne pas mettre ce temps à profit ?

La révision de la C.E.D. serait probablement la meilleure manière d'en sortir. Elle permettrait de tenir compte des objections qui ont été exprimées par les groupes ex-R.P.F. Elle permettrait de faire disparaître l'impression désagréable que les Etats européens font une discrimination entre des participants à part entière dans la Communauté européenne et des participants de seconde zone. Elle permettrait d'insérer plus solidement dans le traité les garanties que demande justement l'opinion française pour la liberté du mouvement de ses troupes coloniales et elle permettrait aussi de tenir compte de la nouvelle orientation de la stratégie américaine. Si l'on remplaçait l'actuel traité par un traité amendé réunissant dans un commandement européen les différentes armées nationales, faisant disparaître les arrière-pensées qui nous ont amené à préconiser des solutions chimériques et compliquées, il est certain que l'idée de la Communauté de Défense serait beaucoup plus largement acceptée par le pays.

En général, l'opinion française est favorable à l'idée européenne, mais elle se défie à juste titre des solutions proposées à l'heure actuelle et de la machinerie ténèbreuse de Strasbourg. Le refonte du traité pourrait aider à faire disparaître ces préjugés. Il y a plus de gens qu'on ne croit qui veulent faire l'Europe, mais qui ne font pas confiance à l'équipe actuelle de Strasbourg. Une solution claire et raisonnable ne vaincrait-elle pas leurs hésitations ?

LE NIVEAU DE VIE EN ITALIE

Une commission parlementaire a été chargée, en Italie, d'enquêter sur le niveau de vie des Italiens et plus particulièrement sur la misère qui sévit dans ce pays.

Les conclusions de cette enquête qui a été effectuée grâce à des sondages et qui a touché 1.847 familles, a montré que le niveau de vie est assez bas en Italie.

Pour le logement, un plan a été mis sur pied par le député Fanfani et il a reçu un commencement d'exécution. Néanmoins, l'enquête de la Commission parlementaire révèle que 2.800.000 familles vivent dans des logements surpeuplés, et plus précisément, que 870.000 d'entre elles n'ont à leur disposition qu'une seule pièce pour 4 personnes.

Si l'on veut comparer avec la situation de la France, on peut recourir à une statistique du M.R.U. qui, en 1952, chiffrait à 1.531.031 le nombre de personnes habitant des logements surpeuplés.

Il est d'ailleurs possible que la définition du logement surpeuplé ne soit pas la même en France qu'en Italie, c'est pourquoi, il est intéressant de comparer le nombre de personnes qui vivent à 4 dans une seule et même pièce : en France seulement 250.000 personnes environ, en Italie, environ 3.500.000 personnes.

Il paraît qu'à Naples, 19.000 familles habitent dans des grottes.

Au point de vue de l'alimentation, la Commission s'est bornée à étudier la consommation de trois produits : la viande, le sucre et le vin.

Pour la viande : 4.400.000 familles n'en consomment jamais, 3.200.000 en consomment seulement une fois par semaine.

Pour le sucre : 1.700.000 familles n'en consomment pas, 1.626.000 en consomment une quantité nettement insuffisante.

Pour le vin : 3.300.000 familles n'en consomment pas, 2.200.000 en consomment une quantité minime, probablement une fois par semaine.

En conclusion, la Commission parlementaire affirme qu'il existe environ 6.200.000 personnes qui vivent en Italie dans un état d'extrême pauvreté. Voilà le résultat de deux ans de gouvernement « démocratique » sous la direction du « chrétien-social » Gasperi.

On comprend, en lisant ces chiffres, les progrès du communisme en Italie. Cette situation dramatique et cette misère atroce ne cesseront dans les pays d'Europe que lorsque des gouvernemens nationaux auront imposé silence à la cupidité et à l'égoïsme capitalistes et chassé les privilégiés et les escrocs qui, depuis dix ans, vivent partout de la misère des peuples.

LE MOUVEMENT DE L'UNITE NATIONALE AU CANADA

Le parti de l'Unité Nationale du Canada qui lutte pour rétablir la souveraineté nationale du Canada, son indépendance militaire et diplomatique et pour se dresser contre le danger d'un gouvernement ploutocratique mondial et contre la pénétration communiste vient d'étendre son activité après plusieurs mois de préparation. Il a présenté la candidature de son Président Adrien Arcand à une élection partielle dans le comté de Berthier-Maskinongé. Le candidat libéral, officiellement soutenu par le gouvernement, recueillit 10.700 suffrages, tandis qu'Adrien Arcand rassemblait 7.500 voix. Les interventions très pressantes faites auprès du corps électoral, les sommes considérables dépensées pour combattre Adrien Arcand soulignent la portée de la victoire morale remportée par le Mouvement de l'Unité Nationale. Ce résultat significatif prouve que le Canada aspire à une politique vraiment nationale, à une administration du Canada par les Canadiens et qu'il en a assez des folies de l'internationalisme, qu'il est fatigué du mensonge, de l'hypocrisie et qu'il veut entendre la vérité.

L'EUROPE DE M. MONNET PERD DU TERRAIN

Les premiers résultats obtenus par la Haute-Autorité du pool charbon-acier en déçu. Les prix ne baissent pas, le chômage augmente, les stocks s'amoncellent et les concurrents capitalistes se font des crocs-en-jambe : par contre les charbonnages anglais profitent du désordre créé par M. Monnet sur le marché européen. Cette dernière conséquence n'étonnera pas trop ceux qui savent que M. Monnet n'a jamais été qu'un homme de paille de la finance britannique (cf. le n° 4 de *Défense de l'Occident* où nous tracions la biographie de cet intéressant personnage).

On ne s'étonnera guère non plus que la main-mise des affairistes et d'un brain-trust judéo-capitaliste sur le charbon et l'acier aient produit les résultats susdits. L'Europe de Strasbourg est fondée sur les contradictions et les impuissances des ploutocraties démocratiques ; elle en reproduit et en perpétue l'égoïsme, l'avidité et la malhonnêteté ; elle y

ajoute seulement une bureaucratie incompétente et hautaine, mais toujours soumise à de puissants barons invisibles qui remuent pour leur plus grand profit les fils compliqués de cette mécanique à laquelle personne ne comprend rien.

L'unité économique de l'Europe ne se réalisera pas par ces méthodes. Elle exige d'abord la volonté de faire l'Europe en faisant disparaître les égoïsmes nationaux et en empêchant l'intervention de la ploutocratie cosmopolite sur le territoire européen. Elle exige aussi des Etats forts, capables d'imposer silence aux intérêts privés, d'harmoniser les intérêts nationaux avec l'intérêt général, de réaliser les immenses investissements indispensables à une remise en ordre et à une planification de l'économie européenne. Seuls, des Etats nationaux peuvent réaliser cette Europe, car seuls, ils peuvent concevoir des plans et les réaliser. L'Europe démocratique, esclave des grands intérêts bancaires, ne fera jamais autre chose que de transposer à l'échelle européenne sa propre impuissance et sa propre vassalité.

FUREURS ET VENGEANCES DES ROUGES CHRETIENS

Les mesures prises contre les prêtres ouvriers ne nous réjouissent pas. Il y avait là une idée généreuse. Elle a été malheureusement compromise parce qu'un certain groupe politique avait prétendu faire sa propriété de cette initiative dont on ne peut nier la noblesse, et en tirer des avantages. Le coup d'arrêt venu du Vatican a provoqué bien des fureurs et les formes assez mitigées de la soumission ont dénoncé la profondeur du mal. Mais il fallait aussi se venger. La fureur des intrigants déçus se porta sur les *intégristes* et on découvrit deux petites revues sur lesquelles les puissants courroucés déchargèrent leur bile, à la manière de ces gens en colère qui donnent un coup de pied à leur chat. La condamnation par leurs évêques de *Verbe* et de *Paternité* n'a pas fait couler beaucoup d'encre. Elle n'en a pas moins été profondément douloureuse pour les hommes qui luttaient isolés et avec courage, dans une voie ouverte depuis longtemps par la tradition. Il est remarquable que la raison mise en avant fut une polémique avec M. Folliet de *Témoignage Chrétien* sur l'infiltration judéo-communiste dans les hautes instances internationales, ONU et UNESCO. *Paternité* alla jusqu'à citer des noms. Cette obstination parut le comble de l'horreur et attira des foudres qui soulagèrent infiniment ceux qui gardaient encore un cuisant souvenir de leur échec au Vatican.

LA LIBERATION DE BENOIT-MECHIN

Jacques Benoit-Méchin, sous-secrétaire d'Etat du gouvernement de Vichy, a été libéré la veille de Noël. Cette nouvelle, attendue depuis longtemps, n'a provoqué, en général, aucun commentaire hostile. Madame Benoit-Méchin, sa mère, âgée actuellement de quatre-vingt-quatre ans, a fait l'admiration de tous par son énergie, sa confiance, son espoir. Elle est allée aussitôt rejoindre en province son fils qui n'a pas été autorisé à résider à Paris.

La Cour d'Appel de Metz a enfin reconnu que le Dr Ernst, bourgmestre de Strasbourg sous l'occupation, condamné pour « collaboration » dont nous avions plusieurs fois signalé le cas, n'avait pas la nationalité française : il est Allemand, il l'a toujours été. La conclusion de ce jugement est que le Dr Ernst, Allemand, se trouve depuis neuf ans dans une prison française sans qu'on ait rien à lui reprocher comme Allemand : cette conclusion ne semble pas avoir effleuré la presse d'information, qui se borne à constater les faits, avec quelque mauvaise humeur.

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons l'arrestation du Dr Ernst, sous l'inculpation de soi-disant crimes de guerre, au moment où il allait enfin rentrer chez

lui après neuf ans de prison inutile. Il ne s'est pas trouvé un seul journal français pour protester contre cette mesure effarante, qui n'a pas d'autre but que de couvrir la responsabilité des ministres et des magistrats qui ont maintenu le Dr Ernst en prison. Est-ce cela ce qu'on appelle « faire l'Europe ? » La politique russe, dans cette dernière affaire, montre un peu trop le bout de l'oreille.

LE GENERAL PERON, ARTISAN DE L'UNITE SUD-AMERICAINE

Il a été annoncé officiellement à Buenos-Aires qu'après la visite qui sera faite en Argentine par M. Rojas Pinilla, Président de la Colombie, le Président Péron se rendra à son tour en Colombie. En outre, le Président de la République Argentine visitera d'autres capitales de l'Amérique Latine.

Ces visites rentrent dans le cadre de cette politique de solidarité sud-américaine, qui est actuellement en plein développement, et dont la réalisation aura pour résultat l'indépendance nationale et économique des peuples sud-américains qui échapperont ainsi aux pressions qui sont exercées sur eux de l'étranger.

Buenos-Aires est le centre diplomatique de cette évolution et le Général Péron est l'artisan de cette politique d'union des pays latino-américains.

L'Argentine, le Chili, l'Equateur ont déjà conclu des accords commerciaux, en vertu desquels l'économie des quatre pays constitue déjà un vaste complexe économique, qui ne peut de manquer de s'étendre par l'adhésion, dès maintenant annoncée, des autres gouvernements sud-américains.

Les Etats-Unis eux-mêmes, devant la ténacité de Péron ont dû modifier leur attitude et renoncer à la politique « punitive », que Roosevelt et après lui Truman avaient adopté en face du régime péroniste.

A L'UNION DES INTELLECTUELS INDEPENDANTS

Sous l'habile direction de son Président, Jean Montigny, l'Union des Intellectuels Indépendants assure de plus en plus sa position. Après une année de brillante activité, elle annonce de nombreuses adhésions nouvelles parmi lesquelles, on relève celles de l'Amiral Decoux, de l'Amiral Robert, de Georges Bonnet, ancien ministre des Affaires Etrangères, de l'Ambassadeur Scapini, du Général Prételat et du Général Héring, du Professeur Lesourd, de l'Institut Catholique, et de nos amis et collaborateurs Mes Tixier-Vignancour et Louis Guitard.

Le Comité Directeur, récemment renouvelé par tiers, comprend comme nouveaux membres, MM. Rivollet, ancien ministre, le Colonel Tézé, ancien chef d'Etat-Major du Général Dentz, Corvisy, ancien conseiller à la Cour de Cassation, ainsi que Louis Guitard, Jacques Sidos, fondateur du groupe « Jeune Nation » et Courty, administrateur de sociétés.

LA FONDATION DE LA SECTION FRANÇAISE DU MOUVEMENT SOCIAL EUROPEEN

En dépit des attaques de la presse, auxquelles nous avons fait réponse dans ce numéro, les adhésions continuent à nous parvenir. Plusieurs sections locales sont en cours de constitution dans les départements et les colonies. Certaines d'entre elles nous ont fait parvenir d'intéressantes propositions pour une action positive. Des sections d'entreprises sont également envisagées sur certains points.

Une réunion aura lieu dans le courant du mois de février pour la nomination d'un bureau. Nos camarades y seront convoqués individuellement.

Etudes et Tribune libre

La tactique américaine de l'anticolonialisme

Les Etats-Unis, sous l'impulsion rooseveltienne, déclarèrent la guerre au colonialisme. En particulier à celui des autres. Depuis, cette croisade américaine s'est amplifiée au point de rendre inquiets les pays européens possesseurs de terres outre-mer.

Reste à savoir ce que l'on entend, ou veut entendre, par colonialisme.

Les Etats-Unis, pays d'émigrants donc de colonisateurs d'Indiens, donnèrent l'indépendance aux colonies enlevées à l'Espagne. Cette indépendance consiste à laisser les embarras et les soucis intérieurs aux représentants indigènes, aborigènes ou autochtones et à faire tenir bien en main, par des délégués américains, la diplomatie et l'économie. Par le ventre et la sécurité, un peuple est écrasé plus sûrement que par un Parlement sans autorité ou une administration vénale. Telle est l'indépendance de Cuba, de Porto-Rico, des Philippines, de Panama. Ainsi les puritains sont satisfaits : la métropole ne règne plus *officiellement* sur des terres étrangères. Malgré le mot « indépendance », *pratiquement* rien ne change. Mais le « principe démocratique » est sauvé ! A tel point de Washington envisage d'ajouter une étoile au drapeau national pour transformer les Iles Hawaï en Etat américain.

Pourquoi les U.S.A. devinrent-ils les champions de l'anticolonialisme ?

Parce que, la plupart des terres exotiques étant occupées par d'autres puissances qui les englobèrent dans leur cycle économique, les Etats-Unis ne pouvaient plus trouver de pays exclusivement consommateurs de produits américains ou de pays riches en matières premières dont ils ne contrôlient pas la répartition.

En luttant pour l'indépendance des colonies, les Etats-Unis luttent pour l'instauration d'un gouvernement indigène qui sera pris en régie par les financiers et conseillers techniques américains. Par exemple, depuis que la Syrie fut arrachée *manu militari* à la France en 1945, les conseillers britanniques et américains se succèdent à la cadence des coups d'état et des assassinats politiques en série. C'est ce qu'on appelle « l'indépendance » de la Syrie. On a déjà oublié la tentative contre la vie de Truman par un Porto-Ricain qui voulait protester contre le joug américain dans son pays pourtant, lui aussi, « indépendant ».

Nous dirons donc que l'anti-colonialisme américain est la tactique de l'expansion économique américaine qui n'ose pas dire son nom.

*
* *

Les Etats-Unis visèrent tous les pays colonisateurs !

Sous leur pression — à laquelle se joignit la Grande-Bretagne — les Pays-Bas, meurtris par une totale occupation, durent abandonner l'Insulinde qui devait toute sa richesse au dynamisme des Hollandais. L'indépendance conduisit l'Indonésie à la ruine. Le Docteur Schacht, appelé en consultation par les républicains locaux, pronostiqua « la paresse et le désordre ». Gagnant certain à plus ou moins longue échéance : Moscou.

Le major Attlee, alors chef du gouvernement, prit peur des campagnes américaines contre les Anglais aux Indes. Il abandonna *officiellement* la « perle de la Couronne ». *Pratiquement* (sauf quelques revenus) peu de chose de changé. Les conseillers britanniques, les sociétés d'exploitation britanniques tiennent toujours le bon bout et ces dernières renforcèrent même leurs privilèges n'ayant plus à faire aux fonctionnaires anglais, mais à des indigènes plus compréhensifs.

Le major Attlee, partit aussi d'Iran sur la pointe des pieds (colonisation occulte, l'Intelligence Service étant le principal actionnaire de l'Iranian Oil C°).

Winston Churchill ne l'entendit pas de cette oreille. Lui, n'eût pas quitté les Indes. Quand le Dr Jagan voulut secouer ses liens d'allégeance à Londres, Churchill envoya immédiatement porte-avions, escadre et troupes en Guyane britannique. Et l'essai d'indépendance guyanaise prit fin. Momentanément. Puis Churchill rentra en Iran malgré la résistance désespérée du Dr Mossadegh.

Enfin, pour resserrer l'amitié de Londres avec ses possessions lointaines, Churchill n'hésita pas à envoyer la reine Elisabeth pour une tournée de propagande de plusieurs mois à travers les terres britanniques du monde entier.

La Grande-Bretagne signifie ainsi aux Etats-Unis qu'elle

entend demeurer une puissance colonisatrice. Si l'Angleterre comprenait qu'en continuant à jouer contre les colonies françaises, elle organise son propre sabordage, nous pourrions commencer à voir plus clair. Mais le démantèlement colonial français est une mission historique britannique.

*
* *

La guerre occulte pour les colonies n'en continue pas moins dans les pays qui ne peuvent plus être conquis militairement.

L'Irak (pétrole de Mésopotamie), en principe « royaume indépendant » est une colonie occulte anglaise où les agents secrets américains et soviétiques sont très actifs.

L'Arabie séoudite, ancienne colonie occulte anglaise, est devenue un protectorat occulte américain. Le Territoire indépendant du Koweit (les plus riches puits de pétrole du monde) est un condominium anglo-américain.

*
* *

L'ancienne Lybie italienne, devenue « royaume indépendant », est un protectorat britannique depuis les scandaleuses élections arrangées par un Pakistanais, délégué de l'O.N.U. (voir à ce sujet le rapport Jacques Bardoux, de la commission des Affaires étrangères).

Rhodes, italienne, ne fut pas libérée des Italiens. C'est une base britannique. On ne sait pas au juste si Washington et Londres se mirent d'accord au sujet de l'Erythrée. La situation est trouble. En tout cas, l'Ethiopie est manifestement sous l'influence américaine.

La République indépendante du Liberia est une succursale de Washington, le « coin américain » en Afrique noire.

En réalité, très peu d'indépendance véritable dans ces quelques exemples.

*
* *

Au lendemain de la première guerre mondiale, la France et l'Angleterre reçurent d'anciennes colonies allemandes et des territoires turcs au titre de « mandats » placés sous la supervision de la S. D. N.

En Asie, la France fut liquidée en deux phases (1942 et 1945) de Syrie par l'Angleterre. Choc en retour, Londres dut abandonner son mandat palestinien d'Israël. Donc, plus de « mandats » asiatiques.

Par contre, restent les mandats africains et océaniens, sous

l'autorité théorique de l'O.N.U. américanisée, successeur de la S. D. N. anglicisée. Ça commence à devenir intéressant.

En Afrique, la France n'eut qu'une portion congrue : une partie du Togo et une partie du Cameroun. L'Angleterre reçut partie des mêmes colonies allemandes, plus le Tanganyka, alors qu'elle faisait octroyer à son Dominion d'Afrique du Sud, l'immense Sud-Ouest africain allemand. Le Japon recevait pour sa part les archipels Marianne et Marshall, dans le Pacifique.

L'O. N. U. a jeté un ballon d'essai assez étouffé dans la grande presse. Elle proposa que les « mandats « distribués par la S. D. N. fussent remis à sa disposition. Tout le monde comprit l'astuce : « indépendance », donc... conseillers techniques et financiers américains. Un malin remarqua que les « mandats » japonais sur les anciennes îles allemandes du Pacifique étaient confiés aux Américain depuis la deuxième guerre mondiale ; l'indépendance ne leur fut pas rendue pour cela ! Alors, Washington fit vivement savoir que ces îles entraient dans leur système de défense et qu'il souhaitait le *statu quo* dans le régime des mandats de la première guerre mondiale.

Le régime des mandats ne pourra pas s'éterniser. Or, le Tanganyka se révèle un producteur d'or et de diamants si extraordinaire que jamais Londres ne le lâchera· L'Afrique du Sud a demandé à l'O. N. U. l'intégration définitive de l'ancien Sud-Ouest Africain allemand dans ses territoires. L'affaire en est là. L'O.N.U. n'est pas prsesée de faire plaisir à « l'affreux raciste » qu'est le docteur Malan, président de l'Union Sud-Africaine, choisie comme lieu de refuge britannique — et aménagée comme tel — en cas d'invasion soviétique de l'Europe occidentale.

Dernière opération de l'O. N· U., totalement passée sous silence en France. La Belgique (un des plus riches possesseurs d'uranium et de cuivre) n'a pas besoin d'un Congo belge plus grand qu'elle, qui pourrait être remis à l'O.N.U. La protestation belge montre une véhérence que nous n'enregistrâmes pas en France à propos du Maroc ou de la Tunisie.

*
* *

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la France a perdu : La Syrie (30 milliards presque or français investis en Syrie), la baie de Kouang Tchéou Wan (remise gracieusement à Tchang Kaï Chek par le général de Gaulle), un comptoir et les loges aux Indes. A ces pertes définitives, il convient d'ajouter les tentatives de vols : Révolte et répression sanglantes en Algérie (Kabilie 1945), à Madagascar (1946), en Afrique noire. Manifestations francophobes de Tahïti (1946). Affaires sanglantes en cours en Indochine, Maroc et Tunisie.

Au lendemain de la deuxième guerre, on ne pensait pas que la France affaiblie serait capable de défendre ses terres d'outremer. Le miracle est, qu'à part la Syrie, elle ne se soit pas trop mal sortie de la curée. Mais petit à petit, par voie diplomatique et avec l'aide des minorités agissantes, l'assaut contre l'empire colonial français reprend, s'insinue.Au nom de l'indépendance.

Nous sommes en mesure d'annoncer que la prochaine offensive d'envergure contre le colonialisme européen aura lieu à la conférence de Caracas au début de 1954 *(Amérique latine hispanisée). La conférence demandera, au nom de la doctrine de Monroë, la fusion des Guyanes française, anglaise et hollandaise en une Confédération guyanaise indépendante.*

Il ne sera pas encore question du Honduras britannique, ni des Antilles.

Il n'est pas inutile de rappeler :

1° la « réconciliation » Eisenhower-Peron, ce dernier étant l'animateur de l'Union latine d'Amérique du Sud ;

2° le revirement profond de l'Amérique latine hispanisée, en partie sous l'action persistante du ministre des affaires étrangères de Madrid (qui n'a pas changé depuis quinze ans) qui se détourne des choses européennes sauf de l'Espagne catholique ;

3°) qu'une sorte de jonction, plus ou moins occulte, favorisée par les nouvelles positions diplomatiques, s'établit entre Washington, Buenos-Ayres et Madrid.

Ainsi à l'anti-colonialisme américain, s'ajoutera la demande de Caracas auxquels nous pouvons joindre la récente revendication du général Franco concernant la région de la Moulouya (Maroc occidental français).

Nous payons ainsi, une fois de plus, les erreurs d'un régime incapable et partisan, qui n'a jamais su montrer que de l'hostilité et de l'étroitesse d'espoir à l'égard de l'Espagne de Franco et de l'Argentine de Péron. L'Union Latine d'Amérique et d'Espagne sont des alliés naturels de la France et, si nous avions à leur égard une politique amicale et compréhensive, elles devraient nous aider au contraire à conserver nos positions et à rechercher partout une ligne politique commune.

Au contraire, à cause de la stupidité partisane du Quai d'Orsay, l'avenir de l'Empire colonial français est chargé de lourds nuages noirs. Déjà, des journaux français lancent l'idée — non désintéressée — de « l'internationalisation du Sahara »... pour lequel des permis de prospection pétrolifère sont demandés *jusqu'à In Salah* par des Sociétés étrangères.

*
* *

La France n'a plus de politique coloniale depuis que les Colonies furent soustraites à l'administration de la marine nationale. La politique a disloqué l'unité intérieure. Le choix politique des proconsuls acheva le désordre grâce à l'irresponsabilité et à l'incompétence primées par des avancements camouflant des faillites.

La France œuvra dans ses colonies et protectorats plus que n'importe quelle autre nation colonisatrice. L'Indochine avait un siècle d'avance sur les Indes depuis deux cents ans entre les bras de l'Angleterre. Le Maroc espagnol est cinquante ans en retard sur le Maroc français. Etc... Mais la France mélangea tout : affaires, politique, altruisme, philanthropie, civilisation et chasses gardées. Elle ne sut pas — ou ne voulut pas — trouver la formule harmonique que, il faut bien le dire, seule l'U.R.S.S. applique à ses colonies d'Asie, c'est-à-dire la forme « multinationale » avec l'étiquette publique nettement avouée de « *pays sous-évolué* » ce qui implique une direction, une administration et une orientation venant de plus haut que le cadre local.

Nous n'ignorons pas le danger de ce principe pour les terres éloignées (affaire Jagan en Guyane anglaise), mais la France, devenue stagnante, se doit de trouver une solution générale si elle veut conserver des terres étrangères sans lesquelles elle ne sera plus rien qu'une petite nation secondaire perdue parmi tant d'autres. On ne nourrit pas les indigènes dans les écoles et universités françaises avec les grandes leçons de liberté de Duguesclin, de Jeanne d'Arc, de prise de la Bastille et de Résistance, pour les renvoyer munis de diplômes, chez eux, mais en pays conquis par nous donc occupés quoi qu'on en dise. Après avoir été généreuse la France se montra brouillonne, puis voulut reprendre de la main gauche ce qu'elle donnait de la main droite, lorsqu'elle s'aperçut que ses bonnes intentions la desservaient. Trop tard ! Aujourd'hui, il convient d'adapter d'urgence l'héritage colonial avant de se laisser « surprendre » par les événements, c'est-à-dire avant de se laisser imposer le chantage qui fait tout perdre, ou conduit à une guerre comme en Indochine ou tout simplement à la guerre. L'Univers se ressserre et la France ne s'en aperçoit pas.

Pierre FONTAINE.

Une crise grave se prépare au Maroc

Les attentats qui se succèdent en Afrique du Nord sont accueillis avec une satisfaction secrète par les partisans français de l'ancien Sultan Sidi Mohammed. Ces pronostiqueurs avaient annoncé que le changement de titulaire du sultanat déclencherait des incidents sanglants. En réalité, ces singuliers « arbitres » avouent ainsi qu'ils « découvrent » le Maroc. Les attentats actuels ne sont pas une innovation, malheureusement. Ils ne font que s'ajouter à une série d'incidents anciens, les troubles d'Algérie du 1er février 1935, du 2 août 1935 en Tunisie, du 2 septembre 1937 au Maroc (10 morts et 56 blessés), du 22 octobre 1937 au Maroc (12 blessés), du 27 octobre 1937 au Maroc (38 blessés), du 11 novembre au Maroc, du 13 novembre en Tunisie, du 8 janvier 1938 en Tunisie (5 morts), du 6 février en Algérie (2 morts), du 11 mars en Tunisie, du 9 avril en Tunisie (11 morts), du 25 juillet au Maroc. Pour ne citer que l'immédiate avant-guerre sans déposition de Sultan.

Il ne faut donc pas se laisser hypnotiser par l'actualité : le malaise marocain est un mal en profondeur, un abcès qui tarde à percer. Ainsi est démontré que la pire des politiques est de ne pas en avoir du tout. Nous constaterons simplement que de 1939 à 1942, puis de 1942 à 1944, malgré les menées allemandes, il n'y eut pas de troubles francophobes au Maroc, à part quelques incidents dûs au fait de guerre. Le danger planant sur la métropole, la France était alors obligée d'avoir une politique africaine.

***

Le Maroc faillit nous amener une première fois la guerre en 1910. En 1914, il fut une des vraies causes occultes de la première guerre mondiale. Aujourd'hui, plus que jamais, il menace de devenir un point de friction international. Les causes en sont diverses et s'affirment autant stratégiques qu'économi-

ques. Nous les avons décrites autrefois dans le détail (1). Mais les événements semblent se précipiter. Nous avons dit dans un ouvrage récent que ni les déportations, ni les emprisonnements, ni les mises en résidence surveillée n'arrêteraient les troubles et que ces mesures ne serviraient qu'à créer la religion des martyrs, donc à perpétrer des vengeances. Nous avons publié un document peu connu du maréchal Lyautey sur la « notion de protectorat », véritable avertissement invitant à ne pas se laisser surprendre par les événements.

Le sultan changé, certaines ambitions particulières calmées, les minces « réformes » proposées ne peuvent pas être considérées comme le tremplin de quelque chose de nouveau. A vrai dire, la France se trouve, au Maroc, devant une minorité agissante que rien ne satisfera que son départ. Tel est le résultat d'une politique démocratique qui n'ose pas dire son nom, qui promet beaucoup et donne peu, qui parle d'égalité des individus mais qui établit le barrage des échelons supérieurs pour les indigènes. Ça, c'est le malaise de fond au Maroc comme en Tunisie.

Les dogmes stupides, les exemples criminels portent ici leurs fruits. La France a détruit elle-même les principes d'autorité et de discipline nationale. Les indigènes ressortent la théorie de l'occupé et de l'occupant. Ce sont les événements de 1944 qui expliquent le drame du Maroc d'aujourd'hui.

*
* *

Ce sont les Américains qui, en 1945, trouvèrent les messages de l'ex-Sultan Sidi Mohammed dans les archives diplomatiques allemandes. Ils en firent don à la France qui, moins féroce avec le Sultan qu'avec le Bey de Tunisie, ne réagit pas devant l'évidence de la collusion germano-marocaine en pleine guerre. Il fallut attendre 1953 pour que le Quai d'Orsay, las des attaques après la déposition du Sultan, se décidât à les laisser publier par la presse. Ce qui mit en mauvaise posture les supporters de Sidi Mohammed, pour la plupart presque tous anciens résistants farouchement germanophobes. D'où ce brusque rideau de silence sur l'exil du monarque aux deux douzaines de femmes et aux trois-cents flacons de parfums.

L'ancien Sultan avait le rare privilège d'avoir le soutien — momentané — des indigènes arabes de l'Istiqlal, des communistes marocains et des services secrets américains. C'était trop à la

(1) Cf. *Alger-Tunis-Rabat ou les dessous du drame nord-africain* (Dervy, éditeur, Paris).

fois, surtout que ces clans étaient doublés de puissants industriels français résidant au Maroc et de partis politiques français. La chute de Sidi Mohammed se solda par la perte de la première manche pour les Américains qui encaissèrent assez mal le coup. Mais, Washington, aussi bien en Afrique du Nord que dans le Proche-Orient, accumula tant d'erreurs et de sottises que, presque partout, l'opinion musulmane, très favorable au temps de Truman, se retourna contre lui.

Ajoutons tout de suite que le Maroc compte environ 450.000 Israélites favorables aux U.S.A. pour compléter le tableau des forces en présence.

Le nouveau Sultan imposé à la France par El Glaoui, pacha de Marrakech, n'est plus d'un âge à provoquer des étincelles. En réalité, c'est le vieil ami de la France, El Glaoui, qui est le maître du Maroc. Les Marocains le savent. Or, le Maroc est divisé en Berbères et en Arabes ; il y a coexistence mais non fraternité.

Et El Glaoui est Berbère, alors que, jusqu'à présent, les Arabes étaient les maîtres du Palais. Ce sont les cavaliers berbères du Glaoui qui chevauchèrent vers Rabat lors des incidents d'août en « forces supplétives » et qui organisèrent une telle répression que, maintenant, vient se joindre un nouveau grief aux querelles anciennes : la France fait le jeu des Berbères contre les Arabes. Complication dont nous n'avions pas besoin ; mais, on prend les amis sûrs où on les trouve.

Puis, tout à coup, dans les coulisses politiques, le bruit se répandit qu'El Glaoui ne marcha que d'accord avec Londres ! Gros émoi ! On commençait à comprendre pourquoi les Américains intervenaient pour le maintien de R. Schuman au Quai d'Orsay, alors que l'on savait Georges Bidault davantage favorable à Londres.

*
* *

Notre vieil ami El Glaoui ne cacha jamais ses sentiments francophiles. La France utilisa son influence dans le Sud-Marocain pour contrebalancer les appétits des sultans arabes. Jeu colonial normal, diviser pour régner. Peut-être même, le Pacha de Marrakech nourrissait-il l'espoir que, lassée des sultans arabes, la puissance protectrice ferait appel à un Berbère ? Nul ne sait, mais il semble qu'El Glaoui se soit fatigué des promesses et de l'indécision française alors qu'il apportait les preuves de la duplicité de Sidi Mohammed. *Une fois de plus, la France se vit imposer la solution par un de ses protégés.* Refuser la décision du Glaoui de rejeter l'autorité du Sultan c'était lancer les Berbères dans la dissidence. Le gouvernement français entérina le fait accompli par le Pacha de Marrakech. La France venait de

perdre 50 % de son prestige dans les milieux musulmans nord-africains pour avoir obéi à l'un des leurs *au lieu de provoquer elle-même la décision.*

El Glaoui avait été invité aux fêtes du couronnement à Londres. Un organe bien informé publia que le pacha n'avait mis ses cavaliers en route qu'après en avoir référé à Winston Churchill qui donna son approbation. On sait peu que la Grande-Bretagne a le monopole absolu des concessions de pétrole au Maroc qu'elle tient en sommeil à titre de réserves.

Ainsi, tout le monde a une politique au Maroc, sauf la France, qui se met à la remorque de la politique d'autrui.

Les uns se déclarent pour les Américains vraisemblablement soutenus par les Allemands, les autres optent pour un jeu anglo-français, d'autres encore se contenteraient d'une « République marocaine » dont ils tireraient les ficelles de la coulisse. On ne peut plus suivre une carence qui n'aboutit qu'aux désordres et à l'insécurité, on cherche un guide.

*
* *

Avec 1954 commence la deuxième manche marocaine de l'après-guerre. Peut-être la plus dangereuse.

Pendant que la France fait la sieste, confiante dans la longévité du nouveau sultan, Washington entreprend de « démocratiser » l'Espagne à coups de dollars. Malgré de multiples erreurs passées, Madrid possède quand même une meilleur expérience des choses musulmanes que les Etats-Unis. De plus, il y a des troupes indigènes régulières au Riff, en Ifni, et au Rio de Oro espagnols ; la population espagnole est importante au Maroc français et en Oranie, mitoyenne du Maroc-Oriental. Pourquoi l'Espagne ne prendrait-elle pas la direction de l'opération américaine au Maroc ? Franco n'a pas tellement à se louer de notre pays. La péninsule ibérique devient le grand entrepôt d'armes américaines en Europe. Les capitaux privés américains équipent l'Espagne à une cadence accélérée.

Bref, le Haut-Commissaire au Maroc espagnol déclara que l'Espagne ne reconnaîtrait le nouveau Sultan du Maroc que si la France cédait à l'Espagne le district d'Ouezzan, à l'Ouest, et la Moulouya, à l'Est.

Nous ne trahirons pas un secret diplomatique en disant que le Quai d'Orsay est inquiet de l'agitation francophobe qui se manifeste dans la région de Tétouan (Maroc espagnol) où le Khalife anti-français est au mieux avec l'Espagne. La région de Tétouan... ça nous rappelle l'affaire des Mermissas et de Raisouli de la guerre du Riff...

Les notabilités musulmanes du Maroc espagnol ont refusé, pour la plupart, de reconnaître le nouveau sultan... Alors, que vont devenir les accords de 1906 et de 1910 sur l'autorité du Maghzen ?

Familiers de la guerre riffaire, nous savons ce qu'il faut penser d'initiatives indigènes « agissant de leurs propres directives » et que l'on avalise ou désavoue suivant la tournure des événements.

La situation du Maroc français devient de plus en plus critique. Si le retournement de la diplomatie américaine s'accentuait, il se pourrait que des événements graves survinssent au Maroc et, par extension, en Afrique du Nord.

Ce n'est pas être pessimiste que de lancer un solennel avertissement d'avoir à prendre garde.

On sait que la France préfère les compromis — même humiliants — à un conflit. On sait que la France n'a pas de mentalité coloniale et que le public français s'attache peu aux choses d'Outre-Mer. On considère — à tort ou à raison — que la France est en décadence et incapable de s'opposer à la désintégration de son empire colonial. On la sait toujours occupée en Indochine... On sait ses proconsuls liés par des contingences politiques. On sait que ceux qui gouvernent le pays de Paris, ne le connaissent pas. Alors la faiblesse (supposée ou réelle) peut inciter aux imprudences lourdes de conséquences.

Le moment est peut-être venu d'avoir une politique définie et de l'appliquer, si l'on ne veut pas que les soucis nord-africains s'ajoutent aux soucis indochinois (1).

Pierre FONTAINE.

---

(1) Le présent article a été écrit trois semaines avant la manifestation de Tétouan que nous commenterons dans notre prochain numéro.

Les grandes bases aériennes NATO sont-elles efficaces ?

Le NATO a établi, dans le cadre de la défense atlantique, un plan de construction et d'aménagement de bases aériennes tactiques et stratégiques implantées sur l'ensemble du territoire relevant de son commandement. Doivent stationner sur ces aérodromes des forces aériennes nationales et les escadres mises à la disposition du Nato ainsi que des formations américaines et canadiennes. Un certain nombre de ces bases fonctionnent déjà en France et en Afrique du Nord (Laon et Nouasseur par exemple). Construites en fonction de l'expérience acquise et des derniers progrès techniques, ces bases sont équipées de longues pistes bétonnées d'environ 2.400 mètres de long sur au moins 50 mètres de large et d'une force portante de l'ordre de 50 tonnes, ce qui les rend utilisables à la fois pour la chasse à réaction et les bombardiers stratégiques américains à long rayon d'action. Ces installations sont dotées du matériel le plus récent en radar, gonio et tous autres moyens de navigation aérienne avec ou sans visibilité ainsi que de parcs, de soutes à essence de différents octanes, de kérosène et de magasins de base, etc... L'ensemble des travaux d'infrastructure de telles bases opérationnelles est de l'ordre de trois millions de dollars par aérodrome, prix de revient très élevé et hors de proportion avec les possibilités budgétaires des nations européennes.

Selon les directives de l'état-major atlantique, de nouvelles bases de ce type doivent être créées en France (notamment Cherbourg) et sur l'ensemble du territoire relevant du Quartier Général Centre Europe de même qu'en Afrique du Nord et en Espagne, à la suite des récents accords hispano-américains. En outre, on projette de mettre en place un réseau de pipe-lines souterrains autorisant un ravitaillement continu en carburant, à l'abri des attaques aériennes adverses ou d'action de sabotage. Chaque base étant reliée aux centres de pompage et de distribution.

La majeure partie de ces travaux d'infrastructure et d'équipement technique reste financée par l'Amérique sous forme d'aide directe ou de crédits spéciaux du type commandes « off shore » ; la contribution de chaque nation européenne n'en est pas moins importante.

De telles bases ultra-modernes répondent-elles aux nécessités de la stratégie aérienne dans l'éventualité d'un conflit pouvant débuter par une attaque massive à l'improviste ?

Sur le plan technique pur, ces installations offrent de nombreux avantages :

sûreté et rapidité du trafic, même dans des conditions atmosphériques très défavorables tant de jour que de nuit, pistes de grand rendement et d'accès facile, moyens d'approche et de percée (tours de contrôle, gonio, radar, etc...), ainsi que ravitaillement en carburant et en munitions, autant de facilités qui renforcent grandement le potentiel offensif des escadres. Elles possèdent cependant un point faible : leur grande vulnérabilité.

Construites aux yeux de tous par des entreprises privées, elles sont aussitôt repérées malgré toutes les mesures de sécurité possibles. Elles constituent d'excellentes cibles pour un adversaire bien renseigné et possédant de nombreux complices sur place, comme c'est le cas de la Russie grâce à ses agents et aux partis communistes qui lui sont tout dévoués. Nul doute qu'elles seraient attaquées et mises hors de service pour une période indéterminée, soit par des vagues successives de bombardiers légers à réaction, ou de chasseurs bombardiers, soit par des projectiles téléguidés, ou des fusées du genre V2. Tout trafic aérien serait paralysé et la puissance aérienne de l'Occident gravement compromise dès le début des hostilités.

Il semble difficile de rendre ces bases, forcément très étendues en raison des pistes et de l'éparpillement nécessaire des différents services, invulnérables en l'absence de D.C.A. légère et lourde et surtout d'une ceinture de radars de détection. Quant aux bombardements par V2, ou engins similaires, une parade semble problématique en raison de leur vitesse de chute (de l'ordre de 4.800 kilomètres à l'heure). Il faudrait pouvoir les détecter en vol et tenter de dérégler, ou de brouiller les émissions ennemies afin de dérouter les projectiles de leur trajectoire initiale, ou les combattre avec d'autres fusées chargées de les intercepter et de les détruire en vol, ou enfin repérer et mettre hors service les rampes de lancement adverses ; méthodes aléatoires et de toute façon impossibles à utiliser en Europe dans l'état actuel de son armement défensif. Ce fait vient confirmer la haute vulnérabilité des bases Nato directement exposées à une attaque brusquée sans grandes possibilités de réactions défensives vraiment efficaces.

***

Ne serait-il pas opportun de tenir compte de l'expérience de la Lutwaffe en 1944-45, alors qu'elle devait faire face à une supériorité aérienne écrasante par le nombre ?

Ses escadres de chasse, dont les terrains étaient sans cesses bombardés et cela malgré une Flak légère et lourde, véritable cauchemar des aviateurs alliés, dut utiliser une série d'aérodromes secondaires de dégagement, aménagés en grand nombre par l'Organisation Todt. Ces pistes peu connues et beaucoup moins repérées recevaient les appareils revenant de mission pour faire les pleins, ou des escadres ayant pris le vol avant le bombardement de leur terrain principal afin d'échapper à la destruction au sol. Pendant les missions de combat, ou à la faveur de la nuit, l'ensemble des services au sol, organisés en échelons roulants, quittait l'aérodrome et prenait position sur un autre terrain désigné à cet effet. Ainsi, grâce à cette rotation de terrain en terrain, les escadres allemandes purent échapper à l'anéantissement, ou à la paralysie en raison de pistes défoncées, ou d'installations techniques hors service. Cette tactique s'avéra excellente en face des attaques incessantes de l'aviation alliée, alors maîtresse de l'espace aérien.

On pourra objecter que cette expérience, pour intéressante qu'elle soit, est dépassée par l'apparition des réacteurs. Ces appareils n'exigent-ils pas de longues

pistes en dur, immédiatement utilisables par tout temps à cause de leur grande vitesse d'atterrissage et d'une consommation élevée de kérosène, limitant leur autonomie ?

Ce sont justement ces considérations qui ont inspiré les responsables de la défense atlantique dans l'établissement des grandes bases pour l'aviation à réaction. Soulignons à cet effet que la Luftwaffe alla jusqu'à utiliser des portions rectilignes d'autostrades comme aire d'envol, méthode possible dans un pays possédant un semblable équipement routier.

*
* *

C'est ici qu'apparaît une formule nouvelle, une conception française qui mérite d'être étudiée à fond, celle d'un réacteur supersonique « Le Baroudeur », décollant sur de longues bandes gazonnées.

Au décollage, il est largué d'un chariot de lancement et il atterrit par ses propres moyens à l'aide de patins. Les essais actuellement en cours, tant sur bande gazonnée que sur des plages, semblent confirmer les hautes qualités techniques de cet appareil encore au stade du prototype expérimental. Sa mise au point et son apparition en série dans les escadres européennes pourrait, au moins en partie, supprimer l'emploi de pistes bétonnées coûteuses et vulnérables. Une aviation tactique pouvant se poser presque sur n'importe quel terrain gazonné de surface suffisante possèderait de sérieux avantages, dans la mesure où elle ne serait plus tributaire de terrains mis rapidement hors service. Elle pourrait bénéficier d'une plus grande liberté d'action offensive au lieu de détourner une partie de ses forces vers la défense de ses propres bases.

Certains journaux annonçaient récemment que l'aviation soviétique avait aménagé quelques 500 terrains opérationnels dirigés vers l'Ouest ; un tel chiffre paraît énorme si l'on songe à des bases du type Nato, mais du domaine du possible s'il s'agit d'aérodromes secondaires de dégagement faisant fonction de terrains opérationnels disposés autour de bases ultra-modernes, simples surfaces gazonnées immédiatement utilisables même par des réacteurs du type Mig 15.

Il va sans dire que ces aérodromes ne signifient pas l'abandon des grands projets en cours d'exécution, ou des installations déjà en service ; ils seraient au contraire leur complément indispensable. A chaque base Nato devrait correspondre une série de terrains opérationnels de ce genre, sommairement aménagés, mais utilisables à l'improviste. Chaque escadre devrait en conséquence posséder des installations mobiles de contrôle, radio, gonio, radar, ravitaillement, ateliers, qui précèderaient ou suivraient la formation lors de ses changements de terrain. Leur mobilité faciliterait d'autant leur dispersion et leur camouflage pendant les attaques ariennes, tandis qu'en cas de repli, un matériel de grande valeur pourrait être évacué par ses propres moyens sans être abandonné à l'ennemi, ou dynamité sur place.

Cette conception, aussi valable dans la défensive que dans l'offensive (les échelons lourds suivant la progression des unités terrestres seraient à même de porter les bases de l'aviation tactique aussi près que possible de la ligne de combat) aurait l'avantage d'être moins onéreuse et de placer équipages et personnels dans des conditions beaucoup plus proches du temps de guerre. Un grand allègement du fardeau financier autoriserait avec les mêmes crédits l'équipement d'un plus grand nombre d'escadres, ou dans le cadre d'économies budgétaires un résultat similaire avec d'importants abattements de crédits.

Les mêmes responsables de la défense européenne devraient étudier avec

sein la formule présentée par le « Baroudeur » et l'hydravion américain à réaction « Sea-Deart » à ailes en delta qui, lui, amerrit, également grâce à des patins spéciaux.

Cette étude systématique a pour corollaire l'implantation de bases opérationnelles secondaires et la mise en place rapide d'une ceinture de radars de détection.

Les grandes bases du type Nato seraient réservées à l'aviation stratégique proprement dite, en l'occurrence les bombardiers lourds américains à long rayon d'action tant que l'Europe ne sera pas en mesure de construire sa propre aviation stratégique. Elles seraient établies loin d'une éventuelle ligne de front, dans le Sud-européen (Sud de la France, Espagne) et en Afrique du Nord. Ces bases serviraient de plus à l'entraînement et à la formation du personnel naviguant et pourraient être protégées par de puissants moyens défensifs appuyant la chasse d'interception, notamment des réseaux de radars et une forte concentration de D.C.A. lourde et légère, ainsi que des hangars et installations souterraines du genre de ceux prévus pour la future base de Bizerte.

En dehors de son heureuse incidence sur la défense européenne, cette nouvelle conception s'adapterait mieux à nos possibilités budgétaires et pourrait assurer d'importantes commandes à notre industrie aéronautique, si la formule du « Baroudeur » répond aux espoirs mis en elle et si elle est adoptée en temps utile.

XXX.

ABONNEMENTS POSTE

POUR NOS LECTEURS DE L'ETRANGER

Les abonnés et lecteurs de « Défense de l'Occident » habitant l'Allemagne occidentale, la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse peuvent désormais souscrire leur abonnement directement au bureau de poste de leur localité.

Ces abonnements poste éviteront aux souscripteurs les frais d'expédition de mandat, les difficultés relatives au transfert des devises et les retards qui en découlent.

Tous les bureaux de poste des pays ci-dessus vous fourniront les renseignements nécessaires.

Eléments d'une nouvelle idéologie

(Suite.)

VI

LA SOCIETE

Le capitalisme représente un ordre dans lequel les propriétaires du capital ont acquis un monopole de puissance grâce à leur pouvoir sur les moyens de production. Le travailleur touche son salaire conformément à un tarif. Le capitaliste peut, de cette manière, gagner autant que le permettent les résultats de la production. Bien entendu, dans la pratique les revendications de salaires des travailleurs organisés et la politique fiscale des Etats ont réduit ces possibilités ; mais le principe fondamental du capitalisme demeure cependant le monopole de gain des capitalistes. Il s'avère de ce fait indésirable comme forme de société tant sociale et politique qu'économique. La structure du capitalisme crée précisément une opposition entre travail et capital. Et si l'économie doit être fondée sur la collaboration des énergies, le capitalisme contredit alors ce principe.

Le marxisme plaçait comme pôle d'attraction opposé au capitalisme le socialisme d'Etat. Les moyens de production devaient devenir la propriété de la Société. La Société ou l'Etat fut conçu comme l'incarnation des intérêts de la masse. Nous rencontrons ici une pensée qui s'est révélée depuis longtemps étrangère à la réalité. L'Etat agit par l'intermédiaire de ses fonctionnaires, c'est-à-dire grâce à son appareil administratif. Celui-ci dépend entièrement du gouvernement, le gouvernement du Parlement et le Parlement du peuple. Mais, en premier lieu, l'individu au sein du peuple a très peu de pouvoir en vue d'influencer la composition du Parlement. Il ne peut provoquer un changement de majorité qu'en agissant ensemble avec d'autres. Une fois que les membres de la représentation populaire ont été élus,

il ne peut que faiblement les influencer. Les élus, de leur côté, peuvent contrôler l'action gouvernementale seulement dans un cadre limité, lors de la solution des innombrables petits problèmes d'une économie socialiste d'Etat. Il est même impossible pour le gouvernement lui-même d'exercer un contrôle véritable. Le pouvoir reste donc presque exclusivement aux mains des fonctionnaires.

Ce danger existe aussi dans une évolution au sein du capitalisme. Pendant le siècle dernier, le processus de production demeurait relativement simple malgré les progrès techniques. Tout homme intelligent pouvait aller lui-même dans l'usine en tant que chef d'entreprise et surveiller le travail. Les chefs syndicalistes pouvaient même prendre la direction des usines sans trop de difficultés lors d'une révolution prolétarienne. Aujourd'hui, la situation est différente.

La technique a fait de tels progrès que, seuls, quelques spécialistes sont capables de connaître à fond les méthodes de production de certaines industries.

La position des techniciens s'en est vue renforcée au détriment à la fois du travailleur et du capitaliste.

Durant le siècle dernier, l'entrepreneur était souvent lui-même un capitaliste. Le capital et l'initiative étaient représentés ici par le même homme. L'évolution a rendu nécessaire la présence de chefs hautement qualifiés à la tête des grandes entreprises. Les propriétaires ont employé de tels hommes. Le responsable de l'initiative est ainsi devenu l'employé du capital.

Un autre trait caractéristique de cette évolution réside dans le rôle toujours plus grand de l'Etat. Une économie de guerre s'est développée au cours des deux conflits mondiaux grâce auxquels l'Etat est devenu un facteur de puissance toujours plus grand en qualité de force motrice de l'économie. Cette position a d'abord été considérée comme un phénomène né de la guerre. Mais l'Etat n'a pas, après les guerres, abandonné ses droits nouvellement acquis. Les problèmes de l'après-guerre se sont également révélés difficiles et l'intervention de l'Etat fut souvent nécessaire. Derrière la réglementation des prix, la fixation des salaires, la répartition des matières premières et les autres mesures similaires, on voit toujours davantage l'ombre de son énorme administration.

L'Etat peut éventuellement assurer la sécurité de l'homme. Mais il s'agit de la sécurité d'une fourmilière. L'économie étatique est et demeure une économie dirigiste. La liberté de l'initiative, la collaboration des groupes économiques, le plus grand mouvement possible de travail, l'épargne et l'initiative ne peuvent jamais être obtenus par la contrainte étatique.

C'est pourquoi, ni le capitalisme, ni le socialisme d'Etat ne

sauraient être considérés comme des formes satisfaisantes de société. Nous devons associer le principe de liberté de l'ordre capitaliste au principe de communauté d'un ordre socialiste. Nous devons créer une sorte de socialisme libre. L'initiative doit être libérée de la dépendance d'une économie étatique de contrainte ou de la puissance d'un capital omnipotent. Travail et capital doivent être placés sur un pied d'égalité dans l'entreprise. Les bénéfices de la production, qui ne sont pas utilisés pour une baisse des prix ou une constitution de réserves, doivent être répartis entre les chefs d'entreprise, les propriétaires du capital et les travailleurs. Le chef d'entreprise doit, bien entendu, rester toujours à la tête de la direction. Les employés seront représentés au sein de cette direction par autant de délégués que les actionnaires. L'équilibre économique entre les classes sera obtenu par la fixation des salaires, l'étude des prix et autres méthodes du même genre. Les impôts d'Etat ne doivent pas être utilisés comme moyens de l'équilibre social. Les impôts directs devront être remplacés par des taxes à la production ou à la consommation afin que le travail, l'épargne et l'initiative ne puissent être affaiblis par une politique fiscale paralysante. L'Etat doit être le promoteur et l'arbitre de l'économie, le garant de la stabilité monétaire et le défenseur de la justice sociale. Seules, la liberté de l'homme créateur et la collaboration entre l'Etat et l'économie peuvent ensemble assurer le progrès matériel d'un peuple.

VII

L'ORDRE SOCIAL

Le noyau cellulaire de l'ordre social est la famille. Elle constitue la première et la plus naturelle communauté humaine. Elle ne repose pas sur des conditions économiques mais biologiques. Elle incarne la vie elle-même, la communauté et les conflits de sexes et de générations. Mais elle fut très tôt aussi le noyau de l'ordre économique. La ferme était dans les anciennes sociétés agrairiennes une corporation s'administrant elle-même une économie autonome qui vivait sur elle-même. La famille représentait un organisme fermé, non seulement sur le plan biologique, mais encore dans le domaine économique En qualité d'agent responsable de l'éducation, elle était aussi le garant des valeurs spirituelles sur lesquelles repose la civilisation et par là-même la société. Elle subit cependant dans ce domaine l'influence des groupes issus de la structure économique de la société. Les quatre classes, noblesse, clergé, bourgeoisie et pay-

sannerie formaient des groupes qui remplissaient non seulement des fonctions particulières, mais étant caractérisés sur le plan psychologique par des conceptions, des besoins et une éthique propres.

Les groupes sociaux ne sont pas, en effet, uniquement modelés par les conditions économiques. Les intérêts économiques se mêlent toujours à des représentations de valeurs par lesquelles le groupe social se particularise, fait qui ne peut s'expliquer par les seuls facteurs matériels.

L'appartenance à un groupe social peut souvent ne pas être la conséquence des faits matériels. Une comtesse misérable, dont les revenus ne correspondent pas au salaire d'un ouvrier, reste une comtesse et ne sera jamais considérée comme membre de la classe ouvrière. Elle est liée, par son éducation, à l'essence de son ancien groupe social.

Les quatre classes de la société d'autrefois ont été remplacées par les classes de la société moderne. Ces classes ont maintenant dégagé leurs propres conceptions, leurs buts, leurs valeurs et leurs morales. Mais elles sont encore trop jeunes pour suivre une tradition. L'industrialisation a déraciné l'ancienne civilisation, liée aux classes, et en même temps brisé les fondements de la famille en tant qu'unité économique. C'est pourquoi la structure sociale de la société moderne s'est transformée en un chaos où l'Etat, seule construction solide, a dû prendre en charge toutes les tâches de la société. L'opposition entre travail et capital a conduit à la lutte de classes. Mais l'égalisation entre les classes, opportune en soi, dissout aussi la faible structure des formes sociales nouvelles, tandis que la famille est graduellement distendue. L'individualisme, soutenu par le libéralisme culturel, conçu sur des bases matérialistes, favorise un ordre dans lequel l'individu peut se développer sans frein pour jouir de sa liberté. Dans cette conception, mieux vaut être ignorant que contraint; le crime représente seulement une forme d'inadaptation psychologique; l'individu n'est pas responsable de ses actes; la vie de chacun doit être assurée par l'Etat, grâce à sa sollicitude sociale.

Cette évolution crée une opposition entre l'ancienne famille qui subsiste encore et la société. Pendant que la famille tente de faire saisir aux enfants les habitudes et les idées morales de la société, grâce à l'éducation, cette société sape cette éducation par sa liberté effrénée. Et cette liberté a été brutalement exploitée par l'industrie capitaliste du plaisir: le désir de gagner de l'argent propre au capitalisme et la conception de la liberté propre au libéralisme, sont également responsables du manque de caractère de l'homme moderne. Ce processus de dissolution conduit, tôt ou tard, selon une logique rigoureuse, à la contrainte d'une dictature de fer.

La voie de la rénovation passe de façon certaine par la restauration de la famille et des corporations sociales.

Les tâches économiques de l'ancienne famille sont aujourd'hui, en général assumées par l'industrie et l'ensemble de l'économie. La famille doit être le noyau cellulaire de la vie sociale de l'avenir et, de ce fait, un des plus puissants leviers de l'équilibre social.

Les classes sont l'expression d'intérêts. Leurs membres se rapprochent les uns des autres, non en raison de tâches communes, mais, au contraire, en raison d'une position de combat commune. Ce principe d'organisation inorganique doit être remplacé par du neuf. Les groupes sociaux doivent s'édifier en fonction d'une communauté de tâches. L'équilibre entre capital et travail, qui se réalisera par la nouvelle politique économique, rend possible la coexistence de chefs, d'employés, de techniciens et d'ouvriers d'une branche de l'économie dans un groupe unitaire. La tâche commune dans la Société, les conditions de travail communes et l'objectif commun créent un sentiment naturel d'appartenance commune, une communauté de travail marquée d'une empreinte sociale et d'une atmosphère psychologique particulières. Les mêmes possibilités offertes à tous d'aller de l'avant selon leurs dons, leurs aptitudes et le travail fourni, l'égalité de droits des groupes sociaux organisés seulement d'après les tâches à remplir, permettent l'équilibre social, réalisant aussi l'égalité de droit des familles. On peut créer ainsi une égalité des hommes, des familles et des groupes sociaux sans rompre la hiérarchie nécessaire de la société. Car l'accès aux postes dirigeants ne doit pas être déterminé par la naissance, la fortune ou l'appartenance à une classe, mais uniquement par les capacités de l'individu.

L'égalité sociale est souvent conçue comme une démocratisation de la société. Nous voulons faire le contraire : obtenir l'égalité sociale par « l'aristocratisation » des masses. La culture ne saurait être le privilège du petit nombre, mais doit devenir le droit de la multitude. L'ordre social de l'avenir doit réaliser sans restriction l'idée d'une communauté populaire. Dans cette communauté, tous les hommes et tous les peuples doivent avoir un droit égal à la culture et au bien-être.

PER ENGDAHL.

(A suivre).

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
Dépôt légal 4-53. 53, rue de la Procession, Paris (15e).

estau-

ujour
l'éco-
ociale
l'équi-

res se
com-
ombat
e rem-
fonc-
ital et
, rend
ens et
itaire-
l com-
appar-
d'une
articu-
l'avant
égalité
rès les
aussi
ité des
la hié-
geants
appar-
le l'in-

cratisa-
l'éga-
ure ne
enir le
er sans
e com-
voir un

HL.

re).

---

ris (15e).